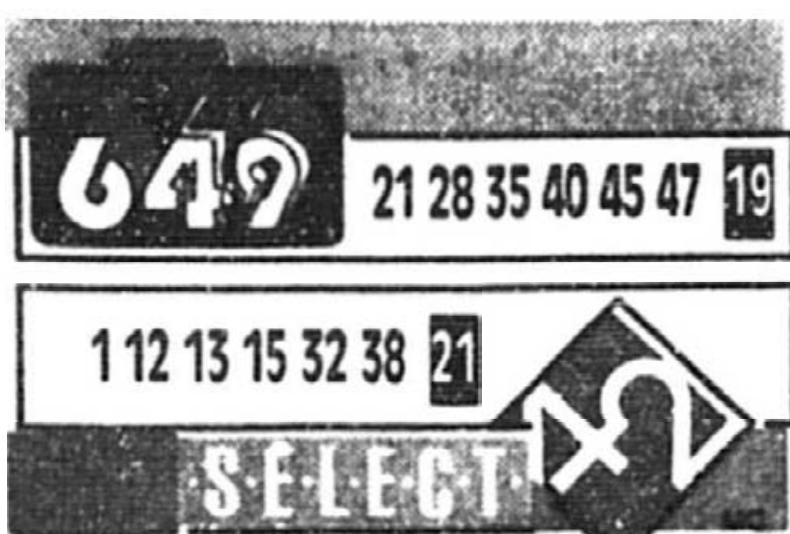
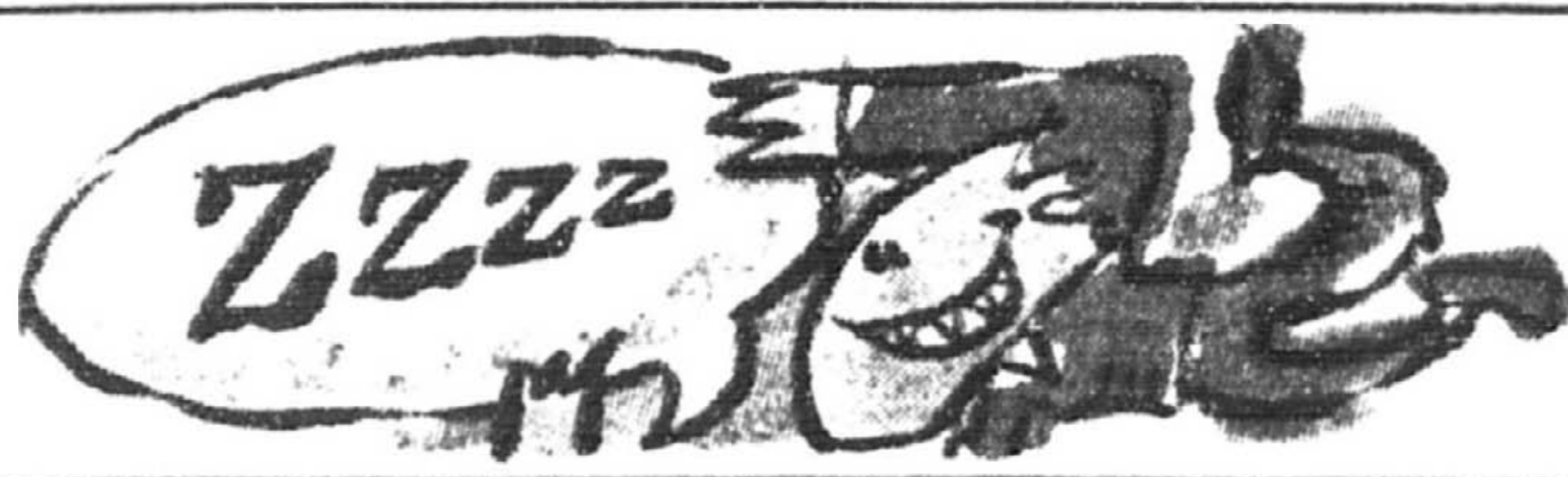




La Presse Dimanche



• MONTRÉAL, DIMANCHE 13 NOVEMBRE 1994 111^e ANNÉE N° 25 52 PAGES, 4 CAHIERS

Extérieur de la ville de
Québec (Région est): 65 cents
Miami: 1,50 \$ US

Abitibi-Témiscamingue: 55 cents
Îles-de-la-Madeleine: 1 \$

À domicile par porteurs: 60 cents
Routes motorisées: 70 cents

50¢ Taxes en sus

Bonjour!

La personnalité
de la semaine



Raymond Pollender
page B16

Météo



Partiellement
ensoleillé
max 9 / min 2
page S16

Girerd

PAS DE CRAINTE
POUR SES REER
À MOINS D'ÊTRE
MILLIONNAIRE!
— LE PRÉSIDENT DU
COMITÉ DES FINANCES

SI ÇA VOUS DÉRANGE
PAS, J'VAIS CONSERVER
HES CRAINTE ENCORE
UN PEU, M'SIEUR
PETERSON



Index

Annonces classées	
- immobilier	C6 et C7
- marchandises	C7 et C8
- emplois	C8
- automobiles	C8, C10 et C11
- propositions d'affaires	C11
Additions croisées	
	C7
Arts et spectacles	
- informations	B9 à B12
- ciné-horaires	B12
- télé-horaires	B11
Bandes dessinées	
	C9
Bridge	C8
Décès	C11
Etes-vous observateur?	C6
Feuilleton	C9
Horoscope	C8
Le monde	A6 et A7
Les jeux	B15
Loteries	A4
Mot mystère	C7
Mots croisés	B15
SPORTS	
- Réjean Tremblay	S5

L'ivresse ne peut servir d'excuse à un crime

— Le ministre Allan Rock

Presse Canadienne
TORONTO

Ce n'est pas avant le printemps prochain que le gouvernement fédéral amènera le Code criminel de façon à ce que les personnes accusées d'agression sexuelle ou autres crimes puissent invoquer l'état d'ébriété comme défense, a soutenu hier le ministre de la Justice, Allan Rock, lors d'un congrès national de criminalistes.

Il reconnaît que la loi devrait définir la responsabilité de l'état d'ébriété dans le cas de certains crimes, mais le ministre souligne que la controverse soulevée par cette question est telle qu'il ne pourra « proposer de réponse lundi ».

Il n'en a pas moins affirmé qu'il « est évident que l'ivresse ne

peut servir d'excuse à la commission d'un crime ».

Au cours du congrès, le ministre a soumis aux participants un document de discussion de 35 pages, qui met en relief plusieurs façons d'aborder le principe de l'état d'ébriété invoquée comme défense, dont une nouvelle infraction, « l'intoxication criminelle ».

Cette controverse a pris naissance le 30 septembre dernier, quand la Cour suprême du Canada a acquitté Henri Daviault, accusé d'avoir agressé sexuellement une femme confinée à un fauteuil roulant. Le plus haut tribunal du pays admettait du coup que Daviault pouvait se défendre en invoquant le fait qu'il était ivre au point d'en avoir perdu la raison au moment du crime, et donc que

VOIR ROCK EN A 2

Le manque d'intérêt pour les élections scolaires inquiète les candidats

YANN PINEAU

Les candidats des trois principaux partis scolaires sont inquiets du manque d'intérêt que suscitent les élections scolaires parmi les électeurs. Un sondage SOM commandé par La Presse et l'Université de Montréal indiquait, hier, que 69 p. cent des électeurs ne savent pas pour qui ils voteront le 20 novembre prochain.

La majorité des répondants au sondage appuient toutefois le Mouvement pour une école moderne et ouverte (MEMO) avec 15 p. cent des intentions de vote. Le Regroupement scolaire confessionnel (RSC) suit avec 8 p. cent des intentions de vote et les Commissaires unis pour un nouveau scolaire (COURS) ferment la marche avec 4 p. cent.

Pas du tout inquiète de la place de son parti dans le sondage, la présidente du COURS, Denise

Soucy-Brousseau s'est au contraire déclarée emballée par l'appui manifesté à son principal cheval de bataille par les deux tiers des répondants.

« Le thème d'une journée de classe prolongée est très bien perçu, dit-elle. D'autant plus que nous ne prévoyons pas d'augmentation de la taxe scolaire à cause d'une telle mesure. »

Diane De Courcy, la présidente du MEMO, a gardé la tête froide malgré le bon résultat de son parti dans le sondage.

« Il faut interpréter ces chiffres avec prudence, indique-t-elle. Tous les partis politiques doivent noter que peu de gens prévoient voter. Pour moi, ce désintéressement n'est pas étranger à une administration scolaire qui fonctionne en vase clos. »

Tout en disant que le nombre d'indécis est inquiétant, le chef

VOIR SONDAGE EN A 2

MANIF MONSTRE À ROME



Cinq imposants cortèges groupant plus d'un million de personnes ont conflué sur trois places historiques du centre de la capitale italienne.

PHOTO AFP

Les Italiens s'opposent à la politique d'austérité du gouvernement Berlusconi

d'après AFP, Reuter et AP
ROME

Plus d'un million d'Italiens venant de toute l'Italie ont envahi hier les rues de Rome où ils ont manifesté pacifiquement pendant plusieurs heures à l'appel des syndicats contre la politique d'austérité du gouvernement de Silvio Berlusconi.

Mais le président du Conseil s'est borné à demander à ses compatriotes de travailler. « Il faut travailler plutôt que de faire la grève », a-t-il déclaré. S'exprimant devant la presse à l'ouverture d'une convention médicale à Milan, M. Berlusconi a précisé que l'immense manifestation nationale ne changerait

rien à sa politique. « J'ai déjà dit ce que je pense, a-t-il dit. Les chiffres sont là. »

Le gouvernement doit affronter sur ce dossier une motion de censure demain au Parlement.

Cinq imposants cortèges ont conflué sur trois places historiques du centre de la capitale où les responsables des trois grandes confédérations syndicales, CGIL (proche des ex-communistes du PDS), CISL (démocrate-chrétienne) et UIL (socialiste), ont prononcé des discours très durs contre la politique économique du gouvernement et mis en cause sa politique de l'information.

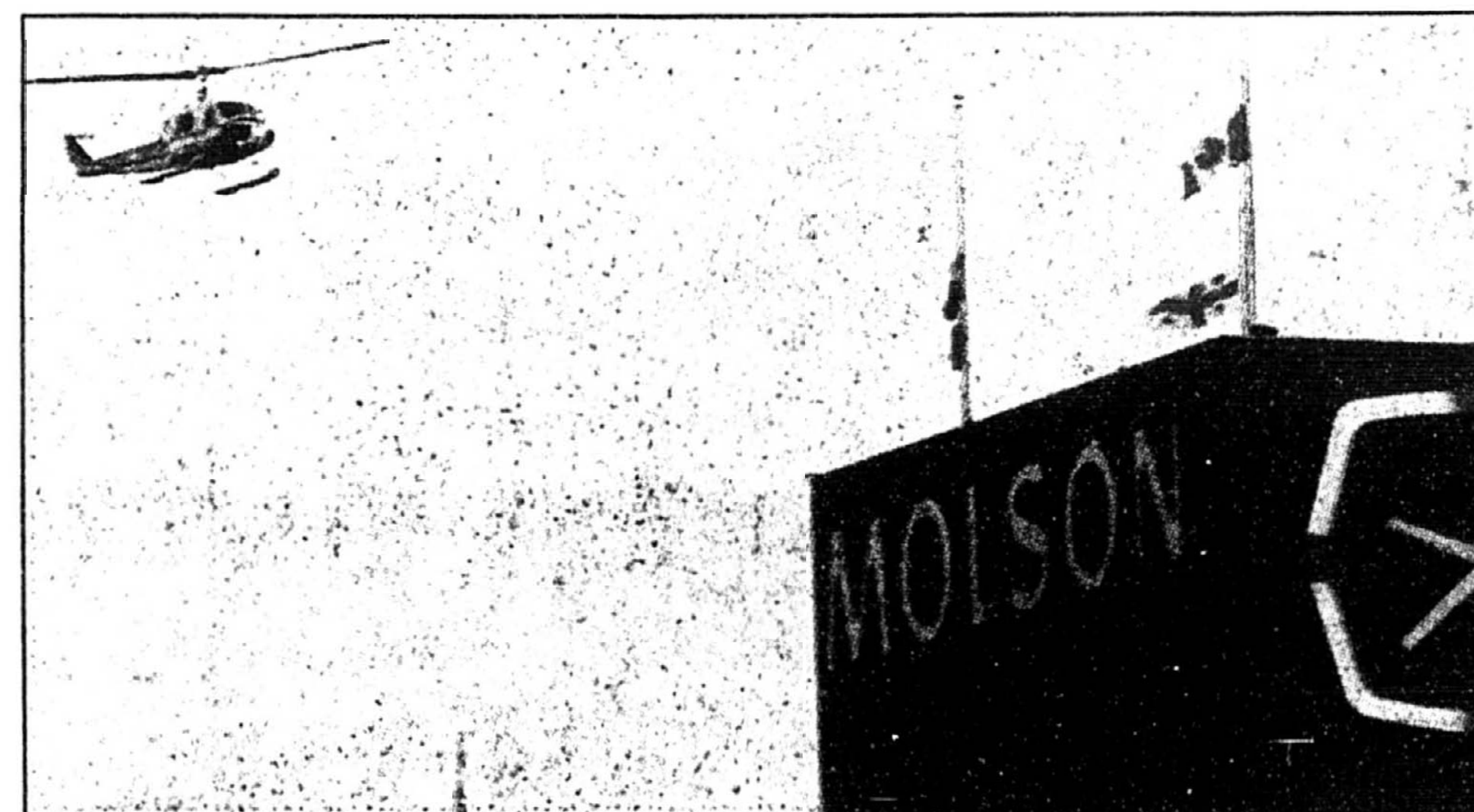
Les principaux partis de l'opposition avaient apporté leur soutien à la manifestation.

Le secrétaire général du Parti démocratique de la gauche (PDS) a déclaré que cette manifestation exprimait « une protestation contre les limitations de la démocratie et de la liberté de l'information et contre les tendances autoritaires du gouvernement » de Silvio Berlusconi.

La préfecture de police a estimé à environ un million le nombre de participants, dont environ 700 000 venus du reste du pays en train, voiture et autocars, sans déplorer d'incidents majeurs, contre un million et demi selon les organisateurs.

« Les gouvernements ne se renversent pas par des manifestations », a-t-il dit.

VOIR ITALIE EN A 2



Un hélicoptère a procédé hier au transport d'un épurateur d'air sophistiqué sur le toit d'un des édifices de la compagnie Molson-O'Keefe.

PHOTO ARMAND TROTTER, La Presse

Opération hélico

Les résidents du quartier centre-sud de Montréal sont habitués à sentir l'odeur du houblon qui se dégage des cheminées de la brasserie Molson-O'Keefe. Pourtant, hier matin, ce n'est pas l'odeur de la bonne bière qui les a tirés du lit, mais plutôt le bruit d'un gros hélicoptère volant au-dessus de la brasserie montréalaise.

Afin de procéder à l'installation d'un nouvel épurateur d'air devant être mis en place sur le toit de l'édifice de la rue Notre-Dame, le brasseur avait retenu les services d'une firme d'ingénieurs-conseils.

Comme l'utilisation d'une grue géante aurait eu comme conséquence de paralyser la circulation dans la rue Notre-Dame durant trois jours, Molson-O'Keefe a demandé à la firme d'ingénieurs Monenco de trouver une autre solution pour hisser l'équipement

sur le toit de l'édifice. Les ingénieurs ont finalement décidé d'avoir recours à un hélicoptère spécialement conçu pour effectuer ce genre de travail.

Selon M. Denis Gagné, l'ingénieur responsable des projets chez Monenco, neuf transports par hélicoptère ont été nécessaires pour acheminer le matériel pesant 220 tonnes sur le toit de l'édifice.

« L'hélicoptère, un Bell 204 spécialement conçu pour transporter à l'aide d'un câble de lourdes charges, a effectué la navette hier matin trois heures durant entre le port de Montréal où avait été amené le matériel et le toit de Molson », a-t-il expliqué. Par mesure de sécurité, la circulation automobile a été interrompue sur la rue Notre-Dame entre les rues Panet et Papineau ainsi qu'à la sortie de l'autoroute Ville-Marie. □

Le « Vive le Québec libre » de De Gaulle n'avait rien d'improvisé

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
PARIS

La classe politique française a compté un seul véritable activiste de la cause québécoise, mais il n'était pas le plus mal placé: c'était le général de Gaulle en personne qui, de façon très claire, s'était prononcé, non seulement depuis le balcon de l'hôtel de ville, mais dans une conférence de presse officielle qui avait suivi, en faveur d'une quasi-souveraineté du Québec, à une époque où officiellement, les indépendantistes du RIN faisaient à peine plus de cinq p. cent des voix.

« Le Vive le Québec libre de De Gaulle n'avait rien d'improvisé, nous dit aujourd'hui son ancien ministre Alain Peyrefitte.

De Gaulle pensait que les Québécois devaient s'émanciper, ne devaient pas être les larbins des Anglo-Saxons. Ce qui ne voulait pas dire nécessairement l'indépendance pure et dure. Mais je sais que de Gaulle avait été déçu en 67-68, par le manque de courage et d'audace des gouvernements Johnson et Bertrand. Par le fait qu'ils ne profitent pas du choc psychologique créé par sa déclaration pour aller plus loin... »

L'activiste de Gaulle, en clair, poussait des responsables québécois qui ne l'étaient pas à devenir souverainistes. Personne, depuis, n'est allé aussi loin dans le monde politique français, si ce n'est un agitateur célèbre de l'époque, Philippe Rossillon qui, le soir du référendum battu de 1980, déclarait à qui voulait l'entendre à la Délégation

du Québec: « C'est idiot. L'indépendance ne se soumet pas à référendum, l'indépendance on la décrète! »

Sans aller aussi loin, un homme comme Alain Peyrefitte, justement, préconisait publiquement à Lucien Bouchard, lors de sa visite à Paris au printemps dernier, qu'un gouvernement péquiste aurait peut-être avantage à proclamer la souveraineté suite à une simple victoire électorale plutôt que de soumettre la question à un référendum, plus difficile à gagner. Simple député, Alain Peyrefitte n'a certes plus l'influence qu'il avait dans les années 70, et fait plutôt partie de la vieille garde gaulliste tenue à l'écart par Jacques Chirac. Mais il reste éditorialiste en chef du Figaro.

Souverainistes déclarés
Parmi les hommes politiques de premier

plan, on compte aujourd'hui trois souverainistes pratiquement déclarés. Le plus important, de loin, est Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, chef de file de l'aile la plus nationaliste du RPR, le parti de Chirac. Un homme de poids, à tout point de vue, et qui n'hésite pas à encourager les souverainistes à aller de l'avant.

Le second a perdu beaucoup de terrain: le socialiste Michel Rocard, qui a définitivement renoncé à la candidature socialiste à la présidence, et qui a même perdu la direction du PS en juin dernier, à la suite du désastre électoral des élections européennes. Tout dépend maintenant pour lui d'une hypothétique victoire de son ami

VOIR DE GAULLE EN A 2

La vie privée des élus: Paris-Match aura-t-il ouvert une porte?

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
PARIS

Depuis la publication de la photo de Mazarine (M^{lle} Mitterrand junior) dans Paris-Match, il y a dix jours, la grande question continue d'agiter le microcosme parisien. Est-ce la fin de l'exception française en matière de presse, laquelle exception protégeait la vie privée des personnalités publiques? Les journaux dits convenables vont-ils se jeter — comme en Grande-Bretagne et aux États-Unis — dans la même course délirante au scandale sexuel, au débâlage de la vie intime du député Machin et du sénateur True?

Il y a deux jours, à la radio publique, une émission spéciale sur le sujet, avec la participation de divers journalistes, dont la (charmante par ailleurs) correspondante du *Chicago Tribune*. Avec cette bonne conscience tranquille et primaire qui caractérise souvent les journalistes américains, tellement sûrs de détenir LA vérité en matière d'information, la voilà qui déclare péremptoirement: «Les journalistes ne doivent retenir aucune information. Ils doivent publier tout ce qu'ils savent.»

TOUT vraiment? Que le sénateur Untel a tenu des propos galants à sa voisine de table? Que l'autre député a été vu avec une petite amie dans un bar? Qu'un troisième a bu à lui seul une bouteille de bordeaux et fait quelques blagues déplacées? Ce TOUT catégorique

donnait froid dans le dos: un gros excès de vitesse vieux de huit ans doit-il ruiner une carrière politique majeure? Faut-il faire une série d'articles sur le fait que tel leader a piqué un livre dans une librairie à l'âge de dix-sept ans? Ou même qu'il aurait copulé à 22 ans, avant d'être marié? Ou à 28 ans, après son mariage?

Pour l'instant, il se trouve que des pays comme la France, l'Espagne et même, dans une certaine mesure l'Italie, échappent à cette hypocrisie délirante, qui consiste à exiger des personnalités publiques un comportement «vertueux» qu'on ne demande à aucune autre catégorie professionnelle: ni aux hommes d'affaires, ni aux responsables militaires... ni même aux journalistes de premier plan.

Réaction plutôt sèche de Bruno Frappat, qui était il n'y a pas longtemps directeur-adjoint du *Monde*: «Chère Madame, il y a des tas d'informations dont je dispose, comme beaucoup de journalistes, et que je n'ai pas l'intention de publier, tout simplement parce qu'elles n'ont aucune incidence sur les fonctions exercées par telle ou telle personnalité. Que Monsieur Untel boive un peu trop à tel moment ne concerne les médias que si cela interfère véritablement sur ses activités publiques: c'est alors une question de jugement pour les journalistes. Les maîtresses de tel ou tel ministre ne présentent aucun intérêt... sauf si, bien entendu, les fonds publics servent à entretenir les maîtresses en question.»

Selon le patron de *Libération*, Serge



July, le risque existe bel et bien de voir se déclencher une mécanique infernale et incontrôlable, y compris au sein de la presse «convenable» qui, pour des raisons de concurrence commerciale, ne pourrait plus rester à l'écart de cette course au scandale. Les affaires personnelles — adultère, homosexualité et cie — étaient jusque-là cantonnées soit dans des tracts anonymes de campagnes électorales, ou plus récemment dans la «presse de caniveau», totalement ignorée par les médias sérieux.

À partir du moment où *Paris-Match* entrait dans la danse, cela devenait une affaire politique. Vu le succès commercial de ce scoop (une édition de 1,1 million d'exemplaires épuisée en trois jours), d'autres journaux à peu près honorables, et qui souhaitent faire du tirage, seront peut-être eux aussi tentés de débâler de nouveaux «secrets». Sans vraiment relancer l'affaire, la télévision publique (France 2) fait preuve d'un goût assez douteux en programmant demain soir, comme par hasard le film *Le Bon plaisir*, tiré du roman à clés de François Giroud, et qui parle d'un certain président français... et de son fils naturel. Cette façon d'exploiter le filon peut donner des idées à bien des médias.

Jusqu'ici la presse française faisait preuve dans le domaine d'une retenue

exemplaire. On pourra dire que cela relevait d'une tradition incestueuse entre les «grands» journalistes et le pouvoir politique. Mais cela relevait aussi du simple bon sens, dans la mesure où, dans une réception ou un dîner «officiels», un responsable politique a éventuellement le droit de tenir — à titre privé — des propos blagueurs ou provocants, ou même d'avoir un léger écart de conduite, sans que cela soit reproduit le lendemain dans les journaux, comme s'il s'agissait d'un discours officiel ou d'un projet de loi.

En contrepartie de cette retenue exemplaire — qu'on retrouve en Espagne, où longtemps la vie privée plutôt ardente du roi Juan Carlos a été protégée — la presse française, entièrement obnubilée par les grands débats politico-ideologiques, a longtemps ignoré et méprisé toutes les informations concernant les affaires d'argent.

Jusqu'au début des années 80, c'était, pour des journaux comme *le Monde* ou *le Figaro*, des questions de «bas étage», qui n'étaient pas dignes de figurer dans les colonnes d'un journal honorable. On laissait ça au *Canard enchaîné*, qui pendant les 25 premières années de la V^e République, publiait chaque semaine des révélations concernant, soit les valises noires pleines de billets de banque qui circulaient entre les entreprises, les partis politiques et la Suisse, soit ces cas avérés d'enrichissement personnel, sans qu'aucun média ne daigne relever l'information.

Bien que la France reste profondément monarchiste dans son comportement — on ne pose pas de question sur la manière dont le président dépense les fonds publics ou les utilise en faveur de son entourage personnel — les grands journaux ont effectué dans ce domaine un important virage vers 1983-84, en révélant notamment les premiers scandales politico-financiers de l'ère Mitterrand.

Dans cette «affaire Mazarine», la vraie question, que posent des journaux sérieux, n'est pas que le président Mitterrand ait eu un enfant avec une maîtresse, mais de savoir si celle-ci et sa mère ont, depuis 1981, largement vécu aux frais de l'État français, entre autres en occupant des résidences officielles, ou encore été entretenues par des «amis» du Prince, comme le fameux Roger-Patrice Pelat, lequel en contrepartie a touché d'importants «cadeaux» de la part de la République. Même si ces sommes ne représentent, sur douze ans, «que» quelques centaines de milliers de dollars, il s'agit de scandales qui dépassent le cadre de la vie privée et concernent les deniers publics.

En s'intéressant désormais à ces pratiques «régaliennes», la presse française est indéniablement partie dans la bonne direction. La question est de savoir si elle saura s'arrêter avant de passer aux affaires de poubelles et d'alcools qui jusque-là avaient épargné la France.

Suite de la Une

DE GAULE

Le «Vive le Québec libre» de De Gaulle n'avait rien d'improvisé

Jacques Delors en mai 95 à la présidentielle: certains le verraient bien à un prestigieux poste-clé, par exemple les Affaires étrangères...

Le troisième est presque marginalisé aujourd'hui, c'est Jean-Pierre Chevènement, qui en tant que leader de la gauche du PS, a joué un rôle important auprès de Mitterrand, notamment lors de la rédaction de son programme. Chevènement avait purement et simplement et publiquement appuyé le OUI lors du référendum.

Plus prudentes dans leurs déclarations, diverses personnalités continuent de manifester un intérêt réel pour le Québec, et de la sympathie pour les souverainistes (sans adhérer nécessairement à la souveraineté elle-même): d'abord l'ancien premier ministre (droite) Raymond Barre, qui estime volontiers que le Québec doit «se battre» pour s'affirmer face au Canada anglais.

C'est son ancien chef de cabinet, Pierre-André Wiltzer, qui dirige le groupe des Amitiés Fran-

Les médias

Quelques rares médias suivent de près les affaires québécoises: le quotidien catholique *La Croix*, le *Figaro* (où siège Alain Peyrefitte), le *Monde*, et, dans une moindre mesure, l'hebdomadaire *le Point*.

Le plus «souverainiste» est généralement *la Croix*. Les trois autres accordent beaucoup de place à cette sensibilité, mais essaient de tenir la balance à peu près égale. *Le Monde*, en particulier, publie systématiquement des interviews de Parizeau ou Bouchard... mais aussi de Chrétien.

Un autre hebdo fort important, *L'Express*, s'est distingué cette année par des articles fort catégoriques de Jean Lesieur qui, suite aux élections du

12 septembre, considérait enterré le «rêve de la souveraineté». Plus récemment il a publié un «vrai-faux article» de quatre pages intitulé «Le piège de l'indépendance», mais qui n'est jamais paru dans l'édition française du magazine.

Quant au *Nouvel Observateur* (hebdo) et à *Libération*, journaux fort influents, ils manifestent une indifférence totale sur la question, mais *Libé* a, à Montréal, un correspondant fort souverainiste, et le *Nouvel Obs* un éditorialiste en chef, Jacques Julliard, partisan déclaré du PQ et qui prône «à tout le moins pour le Québec une souveraineté culturelle, qui ne serait pas nécessairement l'État-nation».

ce-Québec. Lui-même est resté en contact étroit avec René Lévesque, puis Jacques Parizeau. Autres sympathisants beaucoup plus prudents: les socialistes Laurent Fabius et Pierre Mauroy, qui avaient été assez marqués par leur contact avec René Lévesque.

Détail non-négligeable: les deux favoris actuels (non-déclarés) à l'élection présidentielle, sont considérés comme très «évanescent» ou réservés sur la question du Québec.

D'abord le premier ministre

Edouard Balladur, qui ne s'est jamais intéressé à la question, et dont le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, plus «juppiste» que gaulliste, reste un sphinx dans ce domaine: M. Juppé peut fort bien recevoir aimablement MM. Ouellet et Bouchard à quelques jours d'intervalle sans que jamais on sache ce qu'il en pense.

Ensuite l'actuel président (socialiste) de la Commission de Bruxelles, Jacques Delors, très

bien placé dans les sondages en vue de la présidentielle. Delors est naturellement un «fédéraliste», s'est déjà présenté comme tel à Ottawa, mais dans un «cas d'espèce» comme le Québec, n'exclurait pas, de façon pragmatique, des réaménagements importants à l'intérieur du Canada. D'ailleurs son parti, le PS, s'est par tradition antinationaliste, est aussi celui qui compte — par les soins de Mme Louise Beaudoin entre autres — le plus grand nombre d'amis dévoués du Parti québécois. □

ITALIE

Les Italiens s'opposent à la politique d'austerité du gouvernement Berlusconi

tations de rue», a commenté à chaud le ministre des Relations avec le parlement, Giuliano Ferrara, interrogé par une chaîne de télévision.

«C'est la plus grande manifestation de tous les temps», a estimé Sergio D'Antoni, secrétaire général de la CISL. «Nous nous attendions à une forte participation mais pas aussi ample», a ajouté Pietro Larizza, secrétaire de l'UIL.

Quelque 8500 autocars ont été utilisés pour le transport des manifestants, dont un certain nombre ont dû être loués en France, en Suisse et en Grèce, et 53 trains supplémentaires ont été mis en service pour faire face à l'affluence.

Cette manifestation constitue le deuxième temps fort de la mobilisation populaire contre le gouvernement de Silvio Berlusconi au pouvoir depuis six mois. Il y a un mois, de trois à cinq millions d'Italiens avaient participé à une grève générale contre le projet de loi de finances contenant une réforme des pensions qui est maintenant à l'examen de la chambre des députés.

Un manifestant a déclaré ironi-

quement que «Berlusconi avait réussi un seul miracle depuis son arrivée au gouvernement: recréer l'unité syndicale». «L'Italie se réveille» a dit un autre, estimant que la cote de Berlusconi était maintenant en chute libre.

«Silvio Berlusconi, nouveau Robin des Bois: ce qu'il prend aux ouvriers et aux retraités, il le redonne aux pauvres... capitalistes», pouvait-on lire sur une banderole. «Débarassons-nous de Berlusconi, le nouveau Duce», proclamait une autre.

Le secrétaire général de la CGIL Sergio Cofferati a averti le gouvernement que les travailleurs «ne s'arrêteraient pas tant que des résultats concrets n'auraient pas été obtenus» et menacé de durcir le mouvement si la loi de finances était adoptée par un vote de confiance, sans reprise du dialogue avec les syndicats.

Le gouvernement avait annoncé vendredi qu'il comptait poser la question de confiance pour faire adopter les points les plus discutés du texte concernant la réforme des retraites. Cette réforme, qui devrait rapporter 9000 milliards de lires (5,7 milliards de dollars) à l'État, est jugée indispensable par le gouvernement et les milieux d'affaires, mais considérée comme inéquitable par les syndicats pour les couches les plus modestes de la population.

Quelques milliers de manifestants «autonomes» ont défilé in-

dépendamment des grands cortèges en provoquant quelques incidents, qui ont rapidement été réglés par un important dispositif policier qui semblait avoir eu pour consigne de ne pas répondre aux provocations.

Ouvriers, retraités et étudiants de tous les coins de l'Italie avaient voyagé toute la nuit pour se rendre à Rome et manifester leur colère contre le projet de budget, qui prévoit une réduction

ROCK

L'ivresse ne peut servir d'excuse à la commission d'un crime

L'intention criminelle ne pouvait être établie», défendait qu'un tribunal inférieur lui avait refusé.

Quelques semaines plus tard, la Cour du banc de la reine de l'Alberta s'est appuyée sur ce jugement pour acquiescer elle aussi à un homme accusé de voies de fait simples contre sa femme.

Comme Allan Rock n'entend pas présenter de projet de loi avant d'avoir obtenu des réactions à son document de travail — soit d'ici le 28 février — le gouvernement libéral devra donc s'empresser d'en déposer un avant l'été prochain.

«Il est important pour nous de régler cette question au plus vite, mais il est encore plus important que nous le fassions de façon responsable, a-t-il dit. On critiquera peut-être ma lenteur, mais je veux agir consciencieusement et je veux avoir de bons résultats.»

Le document de discussion pro-

des dépenses de santé et une amputation des retraites.

Le gouvernement maintient que le système de retraite et de pensions, l'un de plus généreux d'Europe, fera faillite si des réformes ne sont pas mises en œuvre pour élever l'âge de la retraite, abaisser le montant des paiements et lutter contre la fraude.

Pres de 250 amendements ont déjà été déposés et le budget doit être adopté par la Chambre et le Sénat d'ici la fin de l'année. □

pose plusieurs approches relatives à l'invocation de l'ivresse comme défense:

- Créer un nouveau délit d'intoxication, en vertu duquel une personne acquittée d'avoir commis une agression sexuelle pourrait encore être trouvée coupable «d'intoxication criminelle ayant mené à une agression».

- Inclure dans le code criminel la décision de la Cour suprême dans l'affaire Daviault, de façon à permettre dans certains cas l'invocation de l'état d'ébriété comme défense.

- Maintenir le statu quo.

Un comité des Communes a déjà recommandé l'adoption de la première proposition. Deux versions de la nouvelle loi proposée sont suggérées dans le document de discussion.

D'ici deux semaines, les libéraux pensent pouvoir déposer un projet plus précis. Allan Rock a dit qu'il faudrait attendre au moins six semaines après l'échéance du 28 février pour que le gouvernement songe même à préparer un projet de loi. □

Précisions

■ Dans son édition du 1er octobre, *La Presse* faisait mention d'un jugement rendu par un magistrat de la Cour municipale de Montréal contre le restaurant John le Grec III, situé sur la rue Principale, à Ste-Agathe-Sud. L'amende imposée le 26 août dernier, au montant de 700\$, l'a été pour une infraction qui a eu lieu deux ans plus tôt, soit le 25 août 1992. Entretemps, de nouveaux propriétaires ont acquis ce restaurant. Les propriétaires actuels n'ont donc pas à être impliqués dans l'infraction ni dans la sentence rendue par le juge. Nous nous excusons pour toute mésentente que cela aurait pu causer.

■ Une erreur s'est glissée dans l'édition d'hier au sujet du droit d'appel de la couronne portant sur la décision du jugement du juge Claude Guérin de la Cour supérieure qui avait acquitté une femme de Joliette d'avoir tenu une maison de débauche. Mme Therese Blais-Pelletier est le nom de la tenancière du bar de la rue Baby et non celui du juge de la Cour d'appel qui a autorisé la couronne d'en appeler.

Demain dans La Presse



Automobile

La Honda Odyssey

■ La compagnie Honda défie la logique du marché en lançant, à la fin de décembre, la mini-fourgonnette Odyssey. Honda se tourne vers une fourgonnette aux dimensions relativement modestes alors que la tendance semble se diriger vers les modèles plus volumineux et plus spacieux. Notre collaborateur Denis Duquet a constaté que les ingénieurs de Honda ont toujours plus d'un tour dans leur sac et ils nous livre ses impressions. De son côté, Jacques Gagnon a rencontré Marie-Rose, une sympathique Chevrolet 1927 qui a vaillamment parcouru quelque 7000 kilomètres au cours de la belle saison qui vient de se terminer. A lire demain dans le cahier «auto-économie».



19 637 840 \$

Merci!

Centraide

du Grand Montréal

493, rue Sherbrooke Ouest

Montréal (Québec) H3A 1B6 M1 (514) 286-1261

• DONNEZ UN COUP DE MAIN AU DESTIN

La quotidienne

Tirage d'hier

a trois chiffres

074

a quatre chiffres

0004

ABONNEMENT 285-6911

Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

REDACTION 285-7070

PROMOTION 285-7100

COMPTABILITE

Grandes annonces 285-6892

Annonces classées 285-6900

ANNONCES CLASSÉES

lundi au vendredi de 9 h 30 à 17 h 30

Décès, remerciements 285-7111

GRANDES ANNONCES 285-6816

Détailants 285-7202

National, Télé+ 285-7308

Vacances, Voyages 285-7265

Carrières et professions, nominations 285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.T.E.E., 7, rue Saint Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations publiées dans LA PRESSE sont également réservés. • Envois de publication canadienne — Contrat de vente numéro 0531650 • Port de retour garanti. (USP9003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



45-7

DIMANCHE

CODE DU JOUR

13 NOVEMBRE 1994

LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse

285-7111



PHOTO STEPHANE BRUNET, collaboration spéciale

Incendie rue Bélanger

■ Les pompiers de la caserne 31 de Montréal ont mis quatre heures, hier matin, pour maîtriser un incendie qui s'était déclenché vers 2 h 00 au 762, rue Bélanger, entre les rues Saint-Hubert et Châteaubriand. Un pompier a été incommodé par la fumée. Les dégâts sont estimés à 175 000 \$.

Côte-Nord : la seule usine de Baie-Trinité part en fumée

RAYMOND GERVAIS

■ Une usine de transformation de fruits de mer de Baie-Trinité, sur la Côte-Nord, a été complètement détruite par un gigantesque incendie, dans la nuit de vendredi à samedi.

Le feu, qui a pris naissance dans la vieille partie de l'usine, s'est rapidement communiqué à tout le bâtiment.

C'est un résident des alentours qui a alerté les pompiers de la municipalité, qui compte 650 habitants, après avoir aperçu les flammes s'élevant au-dessus de l'usine, vers les 4 h de la nuit.

En moins de deux heures, toute la structure n'était plus qu'un immense brasier et les pompiers n'ont pu que constater leur impuissance devant l'élément destructeur.

Hier, c'était la consternation parmi la population de ce petit village de la Côte-Nord, situé à mi-chemin entre Baie-Comeau et Port-Cartier. L'usine de transformation Fruits de mer Côte-Nord Inc., sur la route 138, procurait de l'emploi à plus de 150 personnes durant la belle saison et 30 personnes y travaillaient à l'année longue.

«C'est terrible, la compagnie était la seule grosse entreprise de la région. C'est l'ouvrage du monde qui s'est littéralement envolé en fumée», a déclaré un travailleur, au bord des larmes.

Une catastrophe pour la région

La destruction de cette usine de transformation du crabe — elle pouvait en traiter plus de deux millions de kilos par année — est une véritable catastrophe pour la région et les résidents souhaitent que la compagnie renaisse de ses cendres le plus rapidement possible.

Personne n'a été blessé, mais les dommages sont estimés à quelques trois millions de dollars.

Les enquêteurs de l'escouade des crimes majeurs de la SQ, à Baie-Comeau, ont été dépêchés sur les lieux, dans l'espoir d'établir l'origine du sinistre.

Comme l'a expliqué hier un policier de la SQ, «tant et aussi longtemps que la cause n'est pas connue, l'incendie demeure suspect».

La Nouvelle-Écosse a reconnu l'homéopathie: des homéopathes d'ici se font expliquer comment

La seule province où le corps médical a reconnu l'homéopathie médicale

YANN PINEAU

■ Le docteur William Lavalley, un médecin de Nouvelle-Écosse qui pratique à la fois la médecine traditionnelle, l'homéopathie et l'électro-acupuncture, a expliqué, hier, comment ses collègues et lui étaient parvenus à se faire reconnaître par la Société médicale de Nouvelle-Écosse.

Au printemps dernier, cette association de médecins devenait la première au Canada (et la seule à ce jour) à créer une section de médecine complémentaire, au même titre que l'obstétrique ou la cardiologie. La médecine complémentaire inclut l'homéopathie, l'acupuncture, la médecine environnementale et d'autres traitements alternatifs.

En clôture de l'assemblée générale du Regroupement pour l'homéopathie médicale, le Dr Lavalley a relaté les péripéties qui ont jalonné la lutte qu'il a menée contre les autorités pour que la médecine complémentaire soit reconnue en Nouvelle-Écosse.

Le Dr Lavalley et son collègue David Baker, du Medical Wellness Centre de Chester, au sud de Halifax, avaient défrayé la chronique locale en 1992. On accusait entre autres les deux docteurs de pratiquer «une médecine de charlatans». Ils ont même évité de justesse une comparution devant un comité de discipline.

«La médecine traditionnelle donne des vaccins, organise des campagnes anti-tabac, indique le Dr Lavalley. Mais, ce n'est que de la prévention de maladies. Ce n'est pas de la promotion du mieux-être.»

Selon le Dr Lavalley, la force de la médecine complémentaire réside dans son objectif de promotion du mieux-être des patients.

«Traditionnellement, les médecins traitent les symptômes, traitent la cause de la maladie, tentent de prévenir la ma-

ladie puis, s'attachent au mieux-être du patient et s'assurent de ne pas lui faire de mal», dit William Lavalley.

Pour lui, la médecine complémentaire inverse l'ordre des priorités en mettant avant tout l'accent sur le mieux-être. Pour appuyer ses propos, il cite des statistiques qui indiquent que le tiers des Américains consultent des professionnels de la médecine complémentaire. Au Canada, cette proportion serait de 25 p. cent. Aux yeux du Dr Lavalley, cette demande prouve la nécessité de reconnaître l'homéopathie au Canada.

La méfiance, voire l'hostilité, des autorités médicales ne serait pas basée sur des critères scientifiques, pense William Lavalley. Il s'agirait plus d'intérêts politiques et financiers.

Ginette Varin, présidente du Regroupement pour l'homéopathie médicale, pense que l'expérience acquise par le Dr Lavalley en Nouvelle-Écosse va énormément aider la cause de son association.

«Il nous a démontré l'importance des pressions exercées par les groupes d'usagers des médecines complémentaires», remarque M^{me} Varin.

Au Québec, les acupuncteurs ont obtenu leur corporation professionnelle l'été dernier. Elle entrera en fonction dès juillet 1995. Par contre, les homéopathes du Québec ne sont pas reconnus.

«Il y a un problème de harcèlement de la part de la Corporation professionnelle des médecins, dit Ginette Varin. Augustin Roy a refusé de discuter avec nous. Nous attendons de voir quelle attitude adoptera le nouveau président.»

En attendant de voir si son regroupement pourra adapter au Québec la stratégie qui a fonctionné en Nouvelle-Écosse, Ginette Varin espère bien que les groupuscules québécois d'usagers de la médecine complémentaire sauront s'organiser. Selon elle, la pression des usagers constitue une partie importante de la solution au problème de la marginalité de la médecine complémentaire.

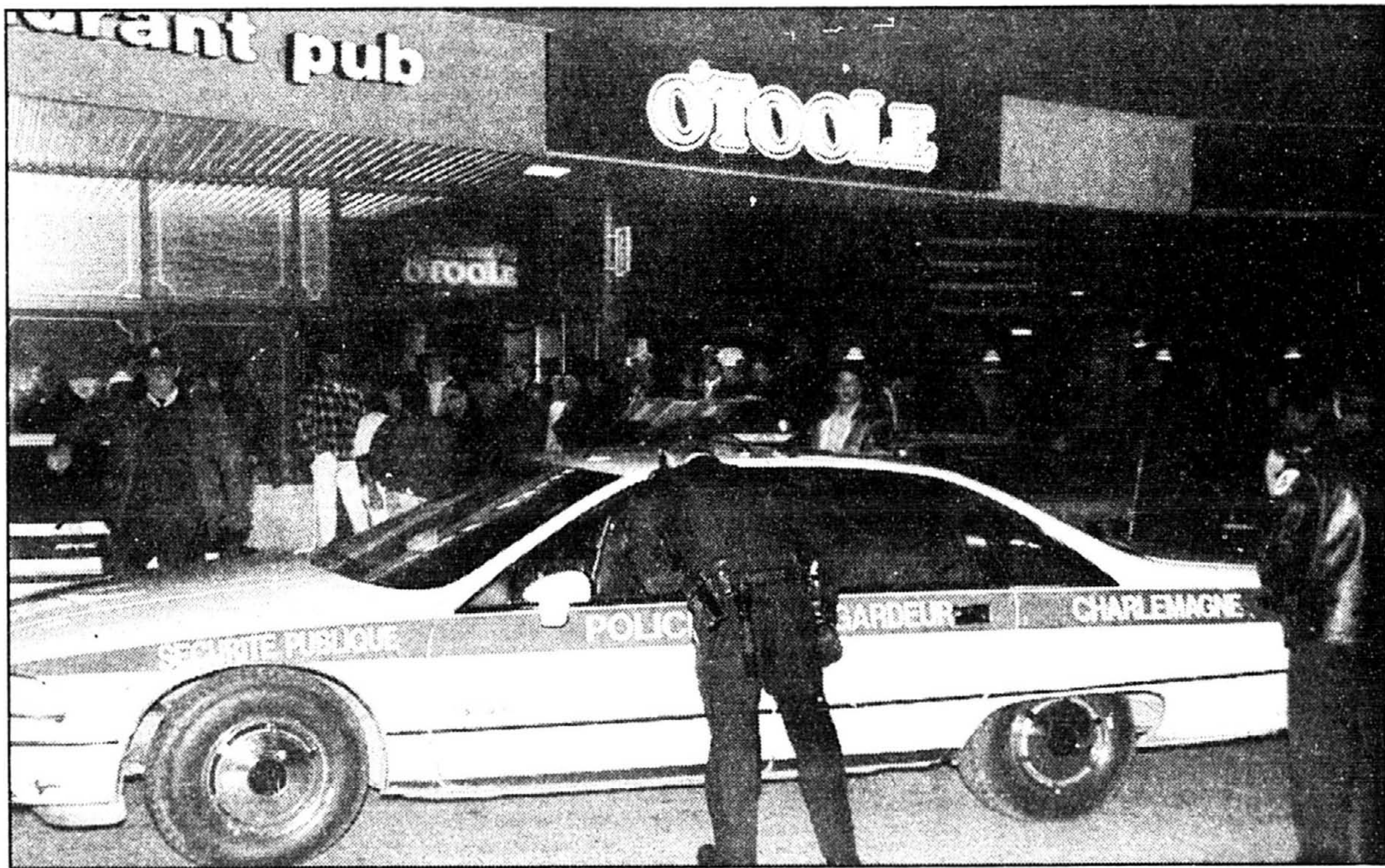


PHOTO MAURICE THIBODEAU, collaboration spéciale

La Sûreté du Québec a procédé hier à l'arrestation d'une soixantaine d'adolescents alors qu'ils se trouvaient à l'intérieur d'un bar de Charlemagne, ville située à l'est de Montréal.

60 adolescents arrêtés dans un pub à Charlemagne

RAYMOND GERVAIS

■ Pas moins de 60 adolescents âgés de 14 à 17 ans qui se trouvaient dans le Restaurant pub O'Toole, situé au 115 rue Chopin à Charlemagne, ont été interpellés par la police dans la nuit de vendredi à hier et conduits au poste de police où leurs parents ont dû venir les chercher.

Deux adultes qui se sont interposés entre les policiers et les adolescents ont également été arrêtés et seront accusés de voies de fait et d'entrave au travail des agents. Trois autres individus ont été arrêtés après avoir été trouvés en possession de stupéfiants. Un premier sera ac-

cusé de possession pour fin de trafic tandis que deux autres seront accusés de possession simple de stupéfiants.

Il était près d'une heure lorsqu'une cinquantaine de policiers de la SQ assistés de leurs confrères de la Sécurité publique de Le Gardeur-Charlemagne, ont fait irruption dans l'établissement bondé de monde.

Selon la police, pas moins de 550 clients se trouvaient sur place alors que la capacité légale permise dans l'établissement est de 344 personnes.

Les adolescents appréhendés devront répondre à des accusations d'avoir été trouvés dans une endroit licencié et éco-

peront vraisemblablement d'une amende tandis que le tenancier devra répondre d'accusations plus graves, soit d'avoir permis à des adolescents de fréquenter son établissement et d'avoir accepté un plus grand nombre de personnes à l'intérieur du bar que son permis ne lui autorise.

Les policiers ont également saisi 21 bouteilles de boisson dont le contenu était douteux.

Comme l'a expliqué hier soir un agent de la SQ, certaines des bouteilles confisquées ne semblaient pas provenir de la Société des alcools du Québec tandis qu'il semblait que d'autres aient été transférées.

Réconciliation à Greenfield Park

La passation des pouvoirs a eu lieu hier midi à l'Hôtel de ville de Greenfield Park entre le vieux routier de la politique, le maire sortant Stephen Olynyk et le maire élu Marc Duclos. Duclos un ancien conseiller et rival d'Olynyk, a serré la main de celui qui l'avait déjà fait arrêter pour avoir troublé la paix lors d'une assemblée du conseil de ville le 27 octobre 1993. Duclos avait écopé une amende de 100 \$ qu'il avait contestée. Olynyk, âgé aujourd'hui de 72 ans, a décidé de se retirer de la scène politique après avoir dirigé les destinées de Greenfield Park durant 16 ans.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse



L'EXPRESS DU MATIN

HÉLÈNE HURTUBISE: LES RECHERCHES SE POURSUIVENT

■ Les recherches pour retrouver Hélène Hurtubise, disparue dans la nuit du 5 au 6 novembre dernier, se sont poursuivies toute la journée, hier, à Sainte-Catherine. Depuis la disparition de la jeune fille de 18 ans, le ratisage du secteur par des policiers de la région, les survols d'hélicoptère et les plongées effectuées par la Sûreté du Québec n'ont pas donné de résultats positifs. Rappelons que Hélène Hurtubise a les cheveux bruns très longs, arbore une canine avancée par-dessus les incisives, mesure 5'6 et pèse environ 125 livres. Au moment de sa disparition, elle portait un jeans, un t-shirt vert, un chandail de laine bleu, des souliers en daim et avait un sac à dos de denim bleu. Les enquêteurs n'écartent pas la possibilité que le véhicule qu'elle conduisait puisse se trouver en dehors du secteur ratisé. La SQ demande à toute personne possédant des informations concernant le Pontiac Grand-Prix noir 1992 immatriculé au Québec, numéro EVX 587, de communiquer avec les enquêteurs au (514) 598-4043 ou avec le superviseur au (514) 598-4242.

LA CSN SE PENCHE SUR LE PROBLÈME DE L'EMPLOI

■ Pour la CSN, il est clair qu'il n'y a plus de correspondance entre la croissance économique et l'emploi. Afin de redéfinir leurs stratégies face à l'emploi, plus de 300 membres de la CSN se sont rassemblés, hier à Montréal, lors d'une journée de réflexion. Gérald Larose, président de la CSN, n'a pas hésité à avancer «qu'il se pourrait même que la croissance entraîne le sous-développement». Pour M. Larose, l'emploi doit devenir un objectif en soi. À ce titre, il pense qu'il faut repenser la place de l'éducation dans le développement de l'emploi, d'ici à l'an 2000. «La restructuration de l'éducation doit inclure une plus large démocratisation, une plus grande accessibilité et plus d'adéquation avec le marché du travail», a déclaré M. Larose. Le chef syndical s'est aussi exprimé en faveur d'un régime de santé qu'il dissocie du système de soins actuel.

ANIMATEUR RADIO CONTROVERSÉ

■ Quelque 80 auditeurs de la station radiophonique CKVL ont défilé, hier après-midi, devant les locaux du poste de Verdun, afin d'appuyer l'animateur controversé Jean Savard, qui risque de se voir retirer l'émission de soirée qu'il anime depuis deux mois et demi. Savard, qui remplace l'animateur régulier Roger Drolet, en congé de maladie, a ses idées bien à lui quant au contenu que l'émission doit avoir. La semaine dernière, l'animateur, qui ne se gêne pas non plus pour afficher ses idées sur différents sujets, dont la religion catholique.

UNE MESSE À LA MÉMOIRE DU CARDINAL LÉGER

■ Une messe commémorative, en mémoire du cardinal Paul-Émile Léger, sera célébrée ce matin à 11 h, à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, par M^{gr} Jean-Claude Turcotte, afin de souligner le 3^e anniversaire de la mort du cardinal.

ODEUR DE GOUDRON AU CASINO

■ Depuis le début de la semaine dernière, une odeur persistante de goudron, provenant de travaux qui sont effectués sur le toit de l'ancien pavillon de la France, où loge le casino de Montréal, incommoder les joueurs et le personnel du casino, au troisième étage de l'édifice. M. Patrice Tardif, porte-parole de la Société des casinos, a indiqué hier que l'installation d'un nouvel équipement de climatisation avait forcé les autorités à refaire la toiture de l'édifice. Selon M. Tardif, des experts en santé et sécurité surveillent de près le déroulement des travaux et, même si les odeurs sont désagréables, la santé des visiteurs et du personnel n'est pas en danger.

LE QUARTIER CHINOIS REÇOIT

■ Dans le cadre de la semaine interculturelle, le service de la Famille chinoise du Grand Montréal invite la population à une journée porte ouverte qui se déroule dans le quartier chinois, plus précisément au 1001 rue Saint-Dominique. En plus des spectacles, des kiosques et des visites guidées, une rencontre est organisée avec 20 familles québécoises qui ont adopté des bébés chinois.

ACCIDENT À VAL D'OR: DEUX MORTS, DONT UN AGENT DE LA SQ

■ Un policier de la SQ et la passagère qui se trouvait à bord de son véhicule privé sont morts dans un accident de la route, survenu dans la nuit de samedi à dimanche. Bernard Bergeron, policier de 32 ans de la SQ à Val d'Or, a péri lorsque son véhicule, immobilisé «en plein centre, de biais» sur la route 117 «pour une raison encore inconnue», a été embouti par une autre voiture, révèle la police de l'endroit. Le policier et sa passagère, Helena Papageorgopoulos, âgée de 37 ans, sont morts sur le coup.

Faucheur de rêves

Les propos du fils

Maintenant que mes deux enfants fréquentent l'école primaire, je songe à changer de comportement. Tant qu'ils étaient dans le monde magique de la petite enfance, j'avoue qu'il était judicieux de leur faire voir la vie en rose. Maintenant qu'ils ont vieilli, j'envisage de les amener progressivement à découvrir les dures réalités de la vie.

Papa cruel, cinglant ? Eh oui ! Je tiens à ce que mes enfants comprennent jeune que la vie n'est pas facile ; que de se faire des amis, des blondes, de réussir à l'école, de gagner sa vie est toute une aventure, une aventure remplie de déchirements, de déceptions et de souffrance. Pourquoi les confronter à ça ? Parce que c'est la réalité, voilà tout.

Je vois d'ici mon père grimper dans les rideaux ! Lui qui adore faire rêver les enfants. Mais papa, pourquoi attendre que la vie s'en charge ? N'est-il pas trop tard à ce moment-là ? Trop de gens s'imaginent que l'enfance est une période de joie et de rêve et que plus les enfants sont heureux, meilleurs sont les parents. Je ne suis pas d'accord. En tant que père, je crois que mon devoir est non seulement d'aimer et de protéger mes enfants, mais aussi de les préparer à vivre dans le monde qui les attend.

Les Amérindiens, jadis, déshabillaient leurs bébés et les roulaient dans la neige pour les endurcir. Cruauté primitive me diras-tu ? Pas sûr. Ces gens-là savaient que leurs enfants seraient contraints d'affronter de durs hivers et ils les préparaient en conséquence...

Je crois qu'on aurait intérêt à imiter ces sociétés primitives qui ont tenu le coup durant des millénaires. L'enfance n'est pas un jeu. C'est une suite d'épreuves dont le but est simple : devenir une personne autonome. La tâche des parents est donc de préparer leur progéniture à bien vivre cette transition et non pas à chercher sans cesse à leur faire plaisir.

Dans la nature, la cane est en avant et les canetons suivent derrière. Malheur à celui qui s'égare. La vigilance s'impose. Chez nous, c'est le contraire, les enfants sont en avant et les parents courent derrière. L'ineptie et l'insouciance triomphent.

Comprends-moi bien papa. Comme n'importe quel parent, j'aimerais élever mes enfants dans un monde de rêve, un monde sans haine, ni violence, un monde sans dominants ni dominés. J'espère qu'un jour on va y arriver, j'espère qu'un jour l'amour et la tolérance triompheront partout sur terre, mais en attendant il faut bien faire face à la musique et composer avec la réalité qui nous entoure.

Tout cela pour dire que je trouve ridicule l'idée d'empêcher les enfants de s'amuser avec des fusils, de regarder certaines émissions de télévision ou de fréquenter certains amis. Les parents qui tentent d'élever leurs enfants dans une bulle de verre ne les aident en rien, au contraire ils les fragilisent. Que ceux qui tiennent mordicus à cacher à leurs enfants les réalités de ce monde s'isolent comme les Amish de Pensylvanie.

J'ai connu un petit garçon qui, depuis sa naissance, avait toujours bu de l'eau de source en bouteille. Le jour où il est arrivé chez moi et que je lui ai servi un verre d'eau, il est tombé malade...

Il va de soi que mon propos s'adresse aux bons parents, aux parents qui ont tendances tout comme moi à surprotéger leurs enfants. Je n'oublie pas le drame des enfants abandonnés, laissés pour compte, mais c'est une tout autre histoire.

Un jour, à l'époque où j'habitais encore la banlieue, Simon et Thomas m'arrivent avec un drôle d'air. Je les questionne et j'apprends qu'un de leurs amis vient de leur montrer des extraits du film *Terminator*. J'étais scandalisé ! Montrer un film d'une telle violence à



JASMIN PÈRE ET FILS

des enfants de 6 et 8 ans, ô mon Dieu ! que vais-je faire ? Y'a-t-il une manette «rewind» quelque part sur le crâne de mes enfants ?

Tout parent sera confronté un jour ou l'autre à ce genre de situation.

Plutôt que de sortir le livre «La belle au bois dormant», pour leur changer les idées, je suis allé au club vidéo, j'ai loué *Terminator* et on l'a regardé ensemble. J'ai arrêté le magnétoscope au moins cent fois pour bien leur expliquer. Dans les scènes difficiles, me mettant à leur place, j'étais moi-même tout crispé. Mais on a regardé ce film jusqu'à la fin.

Ce jour-là, je me suis senti comme le cultivateur qui initie son fils à saigner un porc. C'est dur à montrer mais c'est la vie ! Mes enfants grimâçaient quand le sang giclait mais j'étais là, pas loin.

J'imagine que lorsque mes enfants auront 12 ans et que leurs copains leur feront voir quelque «Freddy» ou autres films du genre, je serai moins inquiet.

Simon et Thomas vont probablement découvrir bien d'autres horreurs dans les années à venir. Je plains les parents qui ne s'en tiennent qu'à Walt Disney. À l'écran comme dans leur comportement. Quand leurs ados perdront les pédales ou se fermeront comme une huître, ils diront : «On comprend pas. On a pourtant tout fait pour eux.»

Tout sauf les rouler dans la neige...

La réaction du père

Est-ce une nouvelle mode Daniel ? Pour la troisième fois tu fais appel aux us et coutumes des «bons sauvages» pour nous indiquer la voie à suivre ! Tu sais pourtant que je lutte contre les images naïves dépeignant les merveilleux hommes primitifs d'avant les «sales Blancs civilisés». Cette sauce me lève le cœur. Et que je te surprenne pas à rouler, nus, dans la neige tes deux mioches, je t'étripe !

Voilà que tu décides, Daniel Jasmin, qu'il y a un temps pour rêver et faire rêver les humains. Tu sembles dire : jusqu'à l'entrée à l'école. Avant ? Oui, papa et papi peuvent bien entretenir ce qui a été décrété par les «psys» : l'âge magique. En voilà une salade ! Je t'en prie, cher fils, n'écoute pas ces savants «du jour». De décennie en décennie, ils changent la «bonne façon».

À ton âge, je croyais dur comme fer à l'illustre pédagogue Spock et ses suivants. Avant de crever, il a renié ses théories et avoué qu'une bonne fessée peut être utile aux «chers petites merveilleuses». Avoir su, je te dis que je t'aurais moins cajolé et que tu en aurais mangé des volées sur les fesses ! Oh oui !

Tu écris que j'adore faire rêver les enfants. C'est faux. Très souvent, j'ai eu à cœur de les réveiller, les instruire et même, à l'occasion, leur fourrer le nez

dans le réalisme le plus... réel. Souviens-toi du carnage des grenouilles !

Alors voici ce que j'en pense de tes «faucheurs de rêves» : on a besoin de rêver, d'espérer, d'imaginer à cinq ans et à soixante et cinquante ans. Oui mon gailard ! Je ne regrette pas de t'avoir laissé rêver, de t'avoir invité à rêvasser, à idéaliser aussi, quand tu avais dix ans, quinze ans, vingt ans. Évidemment, la dure réalité selon Arthur Rimbaud a empêché la concrétisation de la plupart de ces vœux. Et puis après ? Il me semble qu'il est plus triste et plus grave de décider qu'il y aura seulement le réel au programme des jeunes qui entrent en cours élémentaire. Il faut les deux aspects de cette conduite humaine puisque le concret n'est que l'aboutissement de l'imaginaire. Pas vrai ?

Par contre, une chose est claire : d'abord aimer, aimer vraiment son enfant. Le reste est secondaire. N'aies pas peur pour tout le reste : tes enfants peuvent regarder *Terminator*, tu peux leur acheter des revolvers-jouets, ils peuvent jouer avec un petit voyou délégué. Si l'enfant est bien aimé, il est sauvé. La merveilleuse analyse des enfants, François Dolto (je relis parfois ses beaux livres) l'a proclamé : un enfant qui a un père hélas violent, batteur, mais qui, néanmoins, aime vraiment son enfant sera plus heureux, plus épanoui, que l'enfant jamais violenté mais élevé (bien élevé) par un père qui ne l'aime pas. Quelle leçon, Daniel, non ?

Toute une petite bourgeoisie, bien pleine de bonnes intentions, hésite, se palpe, tremble, spéculé, tergiverse, s'ennerve : comment faire face aux réalités, face à l'imaginaire, aux rêves ? C'est pitoyable dans certains cas. Dieu merci, tu n'en es pas là. Fais rêver tes garçons mais aussi instruis-les sur les pépins des rouges réalités et, surtout, aime-les. Continue de les aimer, ils seront sauvés, comptables ou poètes !

Malgré le choc culturel, il faut plonger

LILIANNE LACROIX

Malgré sa frayeur, malgré le choc culturel qui le frappait de plein fouet, malgré cette barrière de la langue qui le paralysait, Rodrigo Bustamante a décidé de plonger. Professeur d'université dans son pays, il était soudainement redevenu analphabète. Il avait suffi en effet d'un voyage d'une dizaine d'heures entre la Colombie et le Québec pour qu'il se retrouve, réfugié politique, comme un enfant à la veille de commencer l'école et complètement incapable de fonctionner dans la société qui venait de l'accueillir. Il devait à nouveau réapprendre à lire, à écrire et même à parler. Et vite !

Repoussant volontairement l'idée pourtant tentante de se réfugier auprès d'ex-compatriotes colombiens installés au Québec, il a décidé d'aller travailler dans une ferme javaloise, puis comme employé d'entretien. Alors même qu'il suivait ses cours de français, il multipliait les occasions de rencontres avec des Québécois : «Initialement, je sais que ça m'aurait sécurisé de m'entourer d'amis latinos. Mais je savais que, si je res-

tais en ghetto, ça ne donnerait rien. Je voulais être avec des Québécois pour découvrir leur culture, leur organisation. La pire chose pour un immigré, c'est le manque de communications avec l'autre culture. Il faut briser cela à tout prix. Si on veut y arriver, il n'y a pas de place pour la gêne. Il faut foncer.»

Il y a six ans de cela et M. Bustamante, qui maîtrise maintenant parfaitement le français, travaillait comme traducteur et professeur d'espagnol.

En apprenant le français, il a aussi découvert les différences de culture : «Dans notre pays, il fait toujours soleil. On pense qu'on peut remettre les choses au lendemain. Mais ici, j'ai appris que si je ne le faisais pas aujourd'hui, il serait peut-être trop tard demain.»

Depuis quinze mois, sa femme Adaly Cortes est arrivée avec leur petite fille Ingrid qui a maintenant 6 ans. Il y a deux mois, un fils, Kevin, leur est né.

Les tourments de la barrière linguistique, c'est maintenant son épouse qui les vit : «J'étais certaine que j'arriverais ici, que j'apprendrais vite le français, que je travaillerais et que je m'intégrerais facilement. Mais c'est plus dur que je ne croyais», admet-elle.

Professeur d'espagnol dans son pays, elle souffre particulièrement de cette dépendance, de cet-

1994 ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE

te incapacité de communiquer qui lui enlève l'autonomie qui lui est chère. «J'ai toujours travaillé, je trouve très dur d'être aussi dépendante.»

À l'épicerie, elle était allée acheter un litre de lait. Quand le marchand s'est mis à lui parler, quand elle a réalisé qu'elle ne comprenait rien, elle a paniqué, a remis aussitôt le lait sur l'étagère et est revenue à la maison les mains vides.

En quinze mois, elle a pourtant fait des progrès : elle lit et écrit assez bien le français. Le problème, c'est de le parler. «Avec le bébé, je ne sors guère de la maison. J'ai très peu de contacts avec l'extérieur. C'est ce qui me manque justement, le contact avec des Québécois», dit-elle.

Elle sait toutefois que ce n'est qu'une question de temps. Sa fille Ingrid, qui a intégré une classe régulière de première année, après avoir fait sa maternelle en classe d'accueil, se débrouille très bien et reprend parfois sa mère : «Non, Maman, ce n'est pas comme cela qu'on dit.»

Alors qu'au début, la petite fille

parlait de retourner «à la maison», en Colombie, ces petits sauts de nostalgie se font maintenant rarissimes : «Elle adore la neige, la Ronde...», disent ses parents.

«Pour nous, la maison, c'est encore là-bas, car toute notre famille est restée en Colombie. Mais quand je regarde mes enfants, je sais que, le Québec c'est chez eux, que ça sera toujours ainsi car, maintenant, on est une famille québécoise.»

A son avis, la société québécoise devrait avoir des exigences bien claires à l'égard des immigrants : «Il faut donner mais il faut aussi exiger. Voulez-vous vraiment faire partie de la société québécoise ? devrait-on demander. Quand on arrive ici, on n'est pas chez nous. On est des invités. Un jour, ça va devenir chez nous, mais seulement quand on aura appris à respecter vraiment le Québec, à se conformer à sa discipline.»

Il affirme aussi que l'immigra-



PHOTO DENIS COURVILLE - La Presse

Rodrigo Bustamante a refusé le ghetto et s'est intégré. Il est aujourd'hui heureux au Québec, en compagnie de sa femme, Adaly, de sa fille Ingrid, six ans, et du nouveau-né de deux mois, Kevin.

tion ne devrait pas servir seulement à donner un numéro de plus au portrait démographique : «C'est à tous les niveaux qu'il faut faire grandir le pays. Et pour cela, les immigrants doivent donner le meilleur d'eux-mêmes. Il faut que ce soit clair pour eux : «Ce qu'on offre le Québec, ce n'est pas la dépendance financière, mais la possibilité de réussir dans quelque chose.»

En même temps, il souhaite que la société québécoise fasse aussi de la place aux immigrants : «Un dentiste de nos amis doit travailler comme chauffeur de taxi. Quelle que soit la porte à laquelle il cogne, il se heurte à une barrière, puisqu'on réclame de l'expérience «canadienne» qu'il n'a évidemment pas. Pourquoi hésite-t-on tant à reconnaître la richesse qu'il représente ?»

S'intégrer, c'est s'affirmer

LILIANNE LACROIX

«La clé de l'intégration, c'est d'être capable de s'affirmer. Si vous êtes convaincu de vos capacités, vous pouvez être tolérant et commencer à apprécier vraiment ce que vous voyez autour de vous.»

Du Nigéria, Gabriel Jumbo et sa femme Ubani sont venus ici en vacances. C'était il y a huit ans. Aujourd'hui, le Québec est devenu leur chez-eux. C'est ici que sont nés leurs trois enfants, Andrée (8 ans), Lucien (6 1/2 ans) et Jackson (4 1/2 ans).

De plus en plus, chaque jour, quand leurs enfants font valoir «leurs droits» pour prétendre au moindre caprice, les Jumbo réalisent que leurs petits sont Québécois : «Je sais aussi qu'à un certain âge ils nous quitteront, admet Ubani. Au Nigéria, un enfant demeurait avec ses parents jusqu'à ce qu'il se marie. J'ai un peu peur pour eux parfois. Je sais qu'avec tout ce que j'ai en moi, avec tout ce que m'a donné ma famille, je peux survivre. Dans cette société, je sens les enfants plus vulnérables, moins bien équipés.»

Au Québec, à force de concessions, les Jumbo ont fait leur chemin. M. Jumbo travaille maintenant comme comptable alors que

sa femme étudie à temps plein en techniques administratives. «Au début, j'ai dû me contenter d'emplois de commis», dit M. Jumbo.

Encore aujourd'hui, il doit travailler extrêmement fort, souvent des heures beaucoup plus longues qu'il ne le voudrait : «C'est la famille qui en souffre un peu», dit sa femme. C'est dans ces moments-là que ce réseau fort et solide que constituait sa famille lui manque le plus, que l'absence devient vraiment douloureuse. Mais elle ne regrette rien. Pour mieux connaître la culture québécoise, les Jumbo se sont même inscrits à un service de jumelage où ils ont découvert une famille québécoise qu'ils côtoient toujours et dont les membres sont devenus des amis. «Ils m'ont forcée à sortir, à rencontrer des gens, à côtoyer la culture québécoise. J'ai appris énormément», avoue Ubani.

«Si vous voulez vous intégrer, soulignez son mari, vous n'avez pas le choix. Il faut être dynamiques.»

Les regrettent parfois d'être encore considérés, huit ans plus tard, comme des étrangers : «Notre fille est arrivée de l'école l'autre jour en demandant : Ma maman me dit que je suis une Afro-Québécoise. C'est quoi, une Afro-Québécoise ?»

«J'ai parfois l'impression que

même dans trois générations, mes enfants seront encore appelés des Afro-Québécois», déclare M. Jumbo.

Sa femme, elle, ne s'en plaint pas outre-mesure : «On me demande souvent d'où je viens. Je ne sais pas pourquoi, mais ça me fait un petit velours, comme de confirmer mon sens d'appartenance à ma famille. Ça me donne l'impression d'être encore demeurée un peu ce que j'étais.» Son identité passée, elle sait qu'elle l'a gardée comme elle a conservé sur son front ses marques tribales. Pour elle, cette identité africaine vient enrichir sa nouvelle culture québécoise.

Cette façon de voir, elle aimerait que les Québécois la partagent. Au soir de l'Halloween, alors qu'elle cognait aux portes avec ses enfants, une dame et sa petite fille ont monté l'escalier menant chez elle. En voyant la figure noire de Gabriel s'encadrer dans la porte, la mère a retenu sa fille et l'a repoussée vers la porte.

«Pourquoi ?», se demande encore Ubani, qui se met à parler d'un monde meilleur où tous vivraient en harmonie.

En l'écoutant, son mari sourit d'un air à la fois tendre et indulgent : «Tu rêves encore d'un monde parfait...»

Se rencontrer, c'est se comprendre

LILIANNE LACROIX

Au brunch planétaire organisé par la Maison internationale de la Rive-Sud, qui réunissait hier à la Place des Arts des dizaines de familles québécoises de toutes souches comme les Jumbo et les Bustamante qu'on vous présente ici, Jacques et Manon Fortier et leurs trois enfants représentaient la famille traditionnelle. En y songeant, M^{me} Fortier sourit un peu : «Pour moi, on est juste une famille. Point !» lance-t-elle.

Ses enfants, Pierre-Luc (13 ans), Marie-Michèle (8 ans) et Mylène (6 ans) ont accueilli avec plaisir l'idée de rencontrer d'autres familles : partager nos façons de vi-

vre en famille, connaître nos différents us et coutumes, ça nous souriait tous», déclare M^{me} Fortier.

Résidents de Longueuil, rarement mis en contact avec des gens d'autres cultures, ils ont sauté sur cette occasion de s'enrichir : «Nous avons des voisins yougoslaves et nous avons déjà eu des voisins portugais. Mais ces gens étaient tellement bien intégrés que nous avions l'impression que, outre leur nom qui était très différent, ils vivaient sensiblement la même chose que nous.»

Selon elle, il serait souhaitable que les Québécois se rapprochent des gens nouvellement arrivés : «On les connaît peu. C'est peut-être pour cela qu'on perpétue des préjugés. J'ai l'impression qu'on

serait beaucoup plus tolérants si on apprenait à les connaître. Ça nous aiderait à les accepter et aussi à les aider.»

Pour les Fortier, il est important que les enfants apprennent la différence : «Ça ne doit pas nous empêcher d'aller au-devant de gens d'autres cultures.»

Selon elle, au-delà des organismes et du réseau social officiels, c'est dans les quartiers, entre voisins, que l'accueil doit se vivre : «Je crois beaucoup à l'entraide. Quand on voyage, on se rend compte que les Québécois sont perçus comme hospitaliers et accueillants. Il faudrait maintenant s'assurer qu'on est à la hauteur de notre réputation», dit M^{me} Fortier.



NUMÉROS	LOTS
651705	50 000 \$
51705	5 000 \$
1705	250 \$
705	25 \$
05	5 \$
65170	1 000 \$
6517	100 \$
651	10 \$

NUMÉROS	LOTS
563868	250 000 \$
63868	2 500 \$
3868	250 \$
868	25 \$
68	10 \$

Tirages du 94-11-06 au 94-11-12
3 4
DIMANCHE 693 3727
LUNDI 593 0899
MARDI 124 8389
MERCREDI 497 6564
JEUDI 817 6209
VENDREDI 806 6210
SAMEDI 074 0004

Tirage du 94-11-11
7 11 12 13 19
20 24 26 30 34
36 39 40 42 44
48 51 54 60 68
Prochain tirage : 94-11-12

T.V.A., LE RESEAU DES TIRAGES
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

NUMÉROS	LOTS
966666	100 000 \$
66666	1 000 \$
6666	250 \$
666	50 \$
66	10 \$
6	2 \$
21 28 35 40 45 47	
19	
Numero complémentaire	

NUMÉROS	LOTS
966666	100 000 \$
66666	1 000 \$
6666	250 \$
666	50 \$
66	10 \$
6	2 \$
2 4 5 8 11	
12 13 15 18 20	
22 23 32 35 36	
48 52 57 61 67	
2 4 5 8 11	
12 13 15 18 20	
22 23 32 35 36	
48 52 57 61 67	

NUMÉROS	LOTS
966666	100 000 \$
66666	1 000 \$
6666	250 \$
666	50 \$
66	10 \$
6	2 \$
1 12 13 15 32 38	
21	
Numero complémentaire	
6 17 29 35	
88	
GAGNANTS	LOTS
88	568,20 \$

NUMÉROS	LOTS
651379	100 000 \$
51379	1 000 \$
1379	250 \$
379	50 \$
79	10 \$
9	2 \$
7 16 32 35 38 39 44	
18	
Numero complémentaire	
6 17 29 35	
88	
GAGNANTS	LOTS
88	568,20 \$

T.V.A., LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO QUEBEC
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.



Première, la mairesse Rowlands? Pas si sûr.

La victoire de Bourque fouette l'opposition à la mairie de Toronto

SUZANNE DANSEREAU
de la Presse Canadienne
TORONTO

Le vent de renouveau qui vient de souffler sur Montréal et qui a fait perdre le pouvoir à Jean Doré menace de souffler aussi sur Toronto, lors des élections municipales qui auront lieu demain.

La lutte est en effet serrée entre la mairesse sortante June Rowlands et la candidate Barbara Hall, une conseillère municipale qui a été associée pendant plusieurs années au NPD mais qui vient de décider de se présenter comme indépendante, histoire de ne pas faire trop peur à la très libérale ville de Toronto.

Lorsque la campagne a débuté voilà cinq semaines, les observateurs de la scène municipale étaient convaincus que «Grand-maman» Rowlands, qui vient de terminer son premier mandat, serait confortablement reportée au pouvoir.

Mais au cours de la dernière semaine, le vent a commencé à tourner.

«Peut-être pas assez pour défaire la mairesse, mais assez pour lui donner la frousse», estime le columnist Colin Vaughan.

Le bilan du premier règne de June Rowlands semble assez positif, ajoute M. Vaughan: cette libérale de 70 ans, reconnue pour son franc-parler, a réussi à geler les impôts, à faire abolir la taxe provinciale sur la concentration commerciale et, encore plus important, à tenir tête à Queen's Park de même qu'à la Communauté urbaine de Toronto (CUT) dans le dossier de la réforme des impôts fonciers. Si cette réforme avait été adoptée, elle aurait coûté des dizaines de millions de dollars aux Torontois.

Sauf qu'au cours de la dernière semaine de la campagne, le leadership de M^{me} Rowlands a été durement contesté par M^{me} Hall et par le troisième candidat à la mairie, Gerry Meinzer, un riche homme d'affaires, ex-président de la Chambre de commerce de Toronto, que l'on compare souvent à l'Américain Ross Perot.

Mairesse invisible

Nouveau venu en politique municipale, M. Meinzer dénonce agressivement M^{me} Rowlands, la traitant de «mairesse invisible».

Il dénonce aussi le fait que M^{me} Rowlands s'adresse peu souvent à la population torontoise. Par exemple, lors des émeutes du 4 mai 1992 sur la rue Yonge, M^{me} Rowlands n'était pas disponible.

M. Meinzer en a surtout contre «l'absentéisme» de la mairesse aux réunions de la CUT.

Selon lui, M^{me} Rowlands a eu tendance à adopter une logique de confrontation plutôt que de conciliation avec la CUT et avec Queen's Park.

À preuve: le référendum qu'elle a déclenché sur l'appartenance de Toronto à la CUT. Les citoyens seront appelés, sur le bulletin de vote du 14 novembre, à se prononcer sur une proposition visant à séparer Toronto de la CUT, sous prétexte qu'ils paient trop de taxes à la CUT pour ce qu'ils reçoivent. (Le vote, à ce sujet, risque d'être serré.)

En guise de programme, Gerry Meinzer propose de réduire les taxes et d'amincir la fonction publique torontoise,

comme Pierre Bourque à Montréal. «Je demande aux Torontois d'imiter les Montréalais», disait-il cette semaine.

Sa campagne semble avoir porté fruit. Sauf que, malheureusement pour lui, c'est Barbara Hall qui en a profité.

Un sondage Environics publié jeudi dernier par le *Toronto Star* indique que M^{me} Hall, qui est partie troisième, et en retard, dans la campagne, talonne maintenant M^{me} Rowlands: la cote de la mairesse est passée de 50 à 38 p. cent, contre 33 p. cent pour M^{me} Hall.

Qui est Barbara Hall? Une avocate et militante communautaire qui a passé neuf ans au conseil municipal où elle a notamment été responsable du Trésor pendant trois ans pour l'ancien maire libéral Art Eggleton.

Décrite comme une politicienne de conciliation, Barbara Hall a l'appui des gays, des groupes sociaux et des bien-pensants, alors que June Rowlands, ancienne présidente de la Commission de police, surnommée «Mama Cop» en 1991, est perçue comme une femme de droite.

«Le plus grand problème de Barbara Hall, c'est qu'elle est néo-démocrate», explique Colin Vaughan.

Mais la principale intéressée essaie de faire oublier son appartenance au NPD: pour la première fois cette année, elle a refusé l'endossement du parti et est allée chercher l'appui de libéraux et de conservateurs connus: le sénateur libéral Keith Davey et Libby Birnam, ancienne organisatrice de Kim Campbell.

L'avantage énorme que M^{me} Hall a sur M. Meinzer est le fait que ce dernier n'a jamais mis les pieds à City Hall.

«Les gens qui veulent un changement ne vont pas voter pour un néophyte qui pense pouvoir gérer la ville comme on gère une entreprise», croit Colin Vaughan.

Quant à June Rowlands, elle tente depuis la semaine dernière de rappeler aux Torontois que s'ils ne votent pas pour elle, ils auront une mairesse «socialiste», «anti-business» à Toronto.

M^{me} Rowlands s'accroche aussi à des facteurs nationaux sur lesquels elle ne peut avoir que de l'influence, pour convaincre les électeurs torontois: elle rappelle qu'elle a poussé le dossier du contrôle des armes à feu à Ottawa; que l'économie reprend à Toronto; que le chômage baisse; que les entreprises et les investissements, qui avaient quitté pour la banlieue, commencent à revenir dans la Ville-Reine.

Elle sait, comme les sondages l'indiquent, que l'électorat est préoccupé par le crime et l'économie. La question est de savoir maintenant qui, entre elle et Barbara Hall, est mieux placée pour défendre les intérêts des Torontois dans ces dossiers.

M^{me} Hall a un atout, disent ses organisateurs: son style plus conciliant.

Mais June Rowlands a un autre atout, ajoute Colin Vaughan: outre le fait qu'elle ait l'establishment financier derrière elle, en trois ans, elle n'a pas fait de gaffe et, au sein d'un conseil municipal très divisé entre la gauche et la droite, elle a été, finalement, assez modérée.

Charest veut faire du PC le «plus moderne» des partis

Plus de jeunes, moins de vieux, aux assises québécoises

JOËL BELLAVANCE
de la Presse Canadienne

Le chef du Parti conservateur, Jean Charest, refuse de vivre une autre campagne électorale comme celle qui a conduit à l'échec cuisant de sa formation politique aux dernières élections.

C'est pourquoi il estime primordial que le parti qu'il tente de reconstruire tire rapidement des leçons qui s'imposent de cette déroute de sorte que les troupes soient prêtes au prochain scrutin. «Notre objectif est simple et clair. C'est d'offrir à la population canadienne le parti politique le plus moderne au Canada. Nous avons une grosse pente à monter, mais nous en avons vu d'autres», a déclaré, hier, le jeune chef conservateur à l'ouverture du congrès de l'aile québécoise de sa formation, à Montréal.

«Il faut pouvoir accepter la défaite que nous avons vécue il y a un an. Il faut comprendre ce qui nous est arrivé. (Mais) lors de la prochaine campagne électorale, nous allons nous présenter devant l'électorat avec un agenda clair. Jamais plus je ne ferai une campagne électorale où on dira 'C'est quoi le message?', a-t-il ajouté.

Chaleureusement applaudi à plusieurs reprises par les quelque 400 délégués présents dans la salle où la vieille garde brillait manifestement par son absence, M. Charest a soutenu que son parti disposait de racines trop profondes pour disparaître soudainement de l'échiquier politique.

«Oui, il y a un an, cela a été une défaite cuisante. Mais il faut aller au-delà des résultats à la Chambre des communes (deux députés élus). Malgré cela, il y a plus de 2,1 millions d'hommes et de femmes qui ont voté pour nous», a-t-il dit, ajoutant que le Parti conservateur avait ainsi obtenu plus de votes que le Bloc québécois qui forme l'Opposition officielle à Ottawa.

«Nous avons des assises solides. Nous avons des partis dans huit provinces sur 10. Nous sommes au pouvoir dans deux provinces,

au Manitoba et en Alberta. Nous avons 295 associations de comités à travers le pays. Nous avons une histoire et des racines qui sont très très profondes. Mais cela ne se mesure pas dans les sondages», a-t-il fait valoir.

À la tête du Parti conservateur depuis le 13 décembre dernier à la suite de la démission de Kim Campbell, Jean Charest veut que sa formation politique devienne la plus moderne au pays en la rendant plus transparente et plus responsable.

En grande forme même s'il a parcouru le pays de long en large au cours des derniers mois, Jean Charest a d'ailleurs soutenu que son parti prouvera qu'il est loin d'être moribond en étant des deux prochains rendez-vous de 1995: l'élection partielle dans la circonscription de Brome-Missisquoi et la bataille référendaire.

«Le référendum sera l'occasion de mettre en valeur notre héritage. Nous représentons une vision du fédéralisme qui nous distingue de toutes les autres formations politiques au Canada. Nous avons connu nos échecs, mais nous avons aussi connu nos succès. Notre vision du fédéralisme a toujours reconnu l'autonomie des provinces et la valeur des régions. Cela va peser lourd dans la balance», a conclu le chef conservateur.

D'anciens députés tout comme des ministres défaits tels que Jean Corbeil, Monique Landry et Pierre H. Vincent, ont participé à la première journée du congrès qui se termine aujourd'hui.

L'ancien premier ministre Brian Mulroney, de son côté, vaquait à ses occupations d'affaires au Chili.



Le chef conservateur Jean Charest et sa femme Michele, au congrès de l'aile québécoise hier à Montréal.

Les Québécois contaminés par le virus de l'hépatite C fondent leur espoir sur le Consensus Interferon

ÉRIC CLÉMENT

Les Québécois contaminés par le virus de l'hépatite C, à la suite de transfusions sanguines effectuées par la Croix-Rouge canadienne, fondent beaucoup d'espoir dans un nouveau médicament qui devrait être testé dès l'an prochain.

«Le médicament s'appelle le Consensus Interferon, explique depuis Toronto le Dr Alan Powell, lui-même contaminé par le virus. Issu des laboratoires californiens de Amgen, il devrait être testé avec l'actuel Alpha Interferon de Scheering. Il semble qu'il entraînerait moins d'effets secondaires.»

L'hépatite C est une maladie à progression lente qui s'attaque au foie et peut être mortelle. Le virus de l'hépatite C (VHC) a été isolé en 1989. Il est transmis par voie sanguine ou sexuelle.

Guerir du VHC est un combat dont on parle moins que celui mené par les personnes ayant contracté le virus VIH du sida. Pourtant, des dizaines de milliers de Canadiens sont aux prises avec le VHC, et bon nombre d'entre eux ne le savent pas.

Seulement au Québec, entre 20 000 et 70 000 personnes en seraient atteintes, selon le Dr Bernard Willem, de l'hôpital Saint-Luc. Le risque de contracter le VHC est de 2 500 dans la province. De 0,3 p. cent à 1 p. cent des donneurs de sang à la Croix-Rouge sont porteurs du virus.

D'où l'importance qu'ont les médecins, les hôpitaux, les gouvernements et la presse d'informer le public quant aux risques de contracter le VHC, ont expliqué, hier, une dizaine de Québécois contaminés, réunis à Montréal.

Une section québécoise de l'Association canadienne des survivants de l'hépatite C a été fondée

à cette occasion. Compte tenu du petit nombre de personnes présentes, la présidente de la section québécoise, Sylvie Surprenant, elle-même contaminée, a insisté sur la tâche à accomplir afin que les personnes contaminées en soient averties. D'autant que, très souvent, aucun symptôme n'est décelable pendant plusieurs dizaines d'années.

Et la tâche n'est pas facile car la section québécoise n'a pas d'argent. C'est l'association canadienne qui l'aide, grâce à un don de 10 000 \$ de la ville de Toronto. La section québécoise ne cache pas qu'un bon geste de Pierre Bourque serait apprécié, de même qu'un coup de main du ministère de la Santé.

Miguel Monette est venu annoncer le décès de son père des suites d'une contamination occasionnée dans les années 80 lors d'une transfusion. M. Monette père, âgé de 49 ans, était leucémique. Il est mort le 3 novembre. Miguel veut que le public soit sensibilisé à cette maladie: «Il faut un meilleur dépistage. Est-ce que la Régie de l'assurance-maladie va regarder ces gens mourir sans rien faire? Il est trop tard pour mon père mais il faut que la contamination cesse.»

Un femme au visage emacé a expliqué que le virus attaquait de plus en plus son foie: «Je me levais fatiguée le matin. Je ne savais pas que j'étais contaminée. J'avais eu une transfusion dans les années 70. Pour moi, cela a pris du temps.»

Un couple a parlé de leur enfant de 13 ans, contaminé lors d'une transfusion. Une autre personne a dit faire confiance à la médecine chinoise. «J'utilise des herbes vendues dans le quartier chinois sous le nom de Gan wan ning. C'est moins cher que les autres traitements et je pense que cela nettoie mon foie.»

Sylvie Surprenant a dit regret-

ter que les hôpitaux québécois ne contactent pas les personnes atteintes, «comme ils le font pour le VIH». «Je connais un cas où le médecin n'a pas voulu expliquer les détails de la biopsie d'un malade en lui retournant qu'il n'était pas payé pour donner des cours de médecine. Cela donne une idée du chemin à parcourir. Quand tu dis que tu es fatiguée, le médecin te répond «Bougez!».

Mais on n'a pas d'énergie pour cela.» Les avocats de l'association canadienne sont en train de préparer une demande de recours collectif pour que les personnes contaminées entre 1985 et 1990 puissent obtenir une compensation financière. «Les personnes infectées avant 1985 ou après 1990 bénéficieront de ce recours judiciaire», a dit M. Abraham Weizfeld, vice-président de la section québécoise.

La Croix-Rouge a admis avoir fait une erreur dans les années 80 quand elle n'a pas voulu utiliser un test de dépistage qui aurait évité 10 000 contaminations. «Les États-Unis avaient un taux d'infection de 4,5 p. cent et demandaient au Canada de faire quelque chose alors que notre taux était de 9,2 p. cent, mais la Croix-Rouge voulait vérifier la validité du test...», regrette M^{me} Surprenant.

Les personnes contaminées espèrent que le rapport de la Commission fédérale Krever, dont une partie sera rendue publique à la fin du mois, recommandera à Ottawa de les soutenir financièrement. Car les médicaments sont très chers pour une efficacité relative.

M^{me} Surprenant a eu la chance de bénéficier d'un don anonyme qui lui permet de payer en partie les 7200 \$ que lui coûtent ses médicaments tous les six mois. «Mais les personnes qui n'ont pas beaucoup d'argent, comment font-elles?», se demande-telle.

Le prix Judith-Jasmin à Johanne McDuff

La journaliste Johanne McDuff, de Radio-Canada, a remporté hier le prix Judith-Jasmin 1994 remis par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) et la Fondation du Cercle des femmes journalistes du Québec.

Le meilleur reportage de l'année a donc été radiophonique puisque M^{me} McDuff a été récompensée pour son travail effectué sur le sang contaminé et diffusé à l'émission *Dimanche Magazine*, de la radio de Radio-Canada.

Le jury a particulièrement aimé la qualité de la recherche menée

par Johanne McDuff sur plusieurs institutions «dont le mandat était de protéger le public et qui ont failli à cette tâche». Le prix était assorti d'un montant de 2 500 \$.

Trois mentions ont par ailleurs été attribuées. Une dans la catégorie télévision pour le reportage «El Mazote: l'histoire muselée», de Danièle Lacourse, diffusé sur les chaînes TV 5, CBC et TVA. Il raconte le massacre de femmes et d'enfants par un escadron de la mort de l'armée salvadorienne en 1981.

Dans la catégorie radio, la

mention va à Monique Belzil, de l'émission *Dimanche Magazine*, de Radio-Canada, pour un reportage sur la vie quotidienne à Cuba vue par un jeune couple.

Enfin, la mention dans la catégorie presse écrite a été accordée à Sylvain Blanchard pour une série d'articles «sur les pratiques parfois douteuses du Ministère du revenu du Québec», publiés dans *Le Devoir*.

Le prix et les mentions ont été décernés hier soir, à Sherbrooke, dans le cadre du Congrès annuel de la FPJQ.

Nathalie Petrowski



Les larmes de Léa

Tout le monde l'a vue pleurer dimanche à la télévision et le lendemain dans le journal. C'était un étrange spectacle que celui de cette femme forte de 52 ans, aux cheveux gris, au visage dur, aux tenues sévères et à l'administration de fer, se liquéfier de la sorte sous les projecteurs.

Voir Léa Cousineau pleurer, c'était comme regarder Lise Bacon danser les claquettes ou écouter Jean Chrétien réciter de la poésie.

Pendant que Jean Doré encore sonnait retenait ses larmes amères, Léa Cousineau pleurait pour lui et pour tous les amis virent brutalement du pouvoir par un soir de grand vent.

Ses yeux secs, Léa Cousineau n'a pas perdu de temps. Elle a appelé à *La Presse* pour qu'on lui envoie la photo de sa défaite. Une autre l'aurait brûlée ou déchirée en mille morceaux. Léa Cousineau, elle, a sans doute l'encadrer en souvenir. Un souvenir de guerre probablement.

Je n'ai rencontré l'ex-présidente du comité exécutif qu'une fois dans ma vie. C'était vendredi dernier au restaurant, quelques heures avant son départ définitif de la mairie de Montréal.

Elle portait une veste d'un rouge flamboyant. Elle n'a pas versé la moindre larme dans son café-crème. Elle a seulement avoué être brillaire de nature au point de pleurer régulièrement dans les réunions de travail comme dans son ancien bureau au quatrième. Pleurer pour elle est naturel. Elle n'y voit pas de honte ni de quoi en faire un drame.

Ce matin-là au restaurant elle n'avait pas l'air d'une femme défaite ni d'une femme battue dans le sens électoral du mot, mais de quelqu'un qui s'en va à un enterrement.

Malgré son ton confidentiel, je n'ai pas eu ce qu'elle ressentait vraiment. Au plus s'est-elle échappée quand je lui ai demandé quand rentrerait la nouvelle administration.

«Ils sont déjà là depuis une semaine!» a-t-elle pesté en lançant un regard noir aux murs.

Pour le reste, elle a joué à celle que les grasses matinales et l'achat d'un agenda excitent. Elle n'a pas de projets pour l'instant. Pas la moindre idée de ce qu'elle va faire sinon peut-être retourner à l'Université du Québec, dont elle est en congé sans solde depuis huit ans. Techniquement, un poste administratif l'attend.

Contrairement à Jean Doré, Léa Cousineau ne prend pas sa défaite comme un échec personnel.

«Je pars en paix avec moi-même, dit-elle. Je ne dis pas que la semaine prochaine je ne vais pas déprimer ou me sentir trou de cul mais pour l'instant ça va.»

Elle n'a pas honte de ce qu'elle a accompli. La fierté à une ville et une fidèle amie.

— Même avec l'histoire de l'affichage érotique?

— Ah ça! soupire-t-elle, c'est une des choses qui m'a le plus blessée personnellement. D'abord pour moi, c'était un dossier secondaire qui m'intéressait plus ou moins. Et puis dans cette affaire, j'ai passé pour une espèce de puritaine que je ne suis pas. Quand j'ai vu les médecins catholiques nous appuyer, j'étais bleue de rage.

— On ne vous a jamais entendu le dire publiquement.

— On ne peut pas tout dire tout le temps.

— Et maintenant?

— Le temps des bilans viendra assez vite, pour l'instant j'ai envie de rester dans le monde des émotions et de vivre mon deuil. T'es beau être préparée à la défaite — et je l'étais — t'as de la peine pareil!

Quitter son grand bureau au quatrième, perdre le pouvoir, ne plus être au centre des décisions, tout cela n'est rien en regard de la poignée de gens qu'elle côtoyait chaque jour, auxquels elle s'était attachée et qui ne feront désormais plus partie de son paysage.

Quand elle parle d'eux et plus particulièrement de la secrétaire qui l'accompagnait depuis huit ans, son regard s'embrume un instant. Elle se ressaisit aussitôt en promettant, sinon de revenir au pouvoir au moins d'y ramener le RCM.

En attendant, les rues de Montréal attendent Léa Cousineau. Elle ne sait pas où elle ira mais une chose est claire: elle fera mille détours pour ne plus passer devant l'hôtel de ville de Montréal.

► REPÈRES □ Élections américaines

La colère
de l'homme blancJEAN-LOUP SENSE
de l'Agence France-Presse
WASHINGTON

Si, pour la première fois depuis 40 ans, le Parti républicain est majoritaire au Congrès des États-Unis, c'est à la colère de l'homme blanc qu'il le doit.

Telle est une des conclusions que les experts tirent du scrutin législatif de mardi dernier: l'effondrement du Parti démocrate de Bill Clinton est essentiellement dû au vote des hommes, surtout des hommes blancs et particulièrement dans les États du Sud, bastion du Parti démocrate depuis la guerre civile.

«1994 est peut-être l'année de l'homme», titrait jeudi le *Washington Post*. «Les hommes blancs en colère», renchérisait vendredi le quotidien national *USA Today*. Et la plupart des analystes, sans pour autant épouser les espoirs républicains d'un tournant historique, étaient d'accord pour estimer que les tendances manifestées le 8 novembre n'étaient pas de bon augure pour l'avenir des Démocrates.

Globalement, 51 p. cent des Américains ont voté républicain et 49 p. cent démocrate dans ces élections qui ont vu le Grand Old Party (GOP) conquérir la majorité de la Chambre des représentants pour la première fois depuis 1954.

Mais parmi les Blancs, ce sont 63 p. cent des électeurs qui ont voté républicain. Et ce succès du GOP se retrouve dans toutes les tranches d'âge et dans presque toutes les tranches de revenus: seuls les plus pauvres des Blancs (moins de 15 000 dollars de revenus annuels) ont voté majoritairement démocrate.

Les Noirs, une des composantes essentielles de l'électo-

rat démocrate, ont continué à voter massivement pour les alliés de Bill Clinton. Les femmes ont elles aussi voté en majorité démocrate (54 p. cent), mais cela n'a pas suffi à compenser la colère de l'homme blanc.

D'autant que cette colère s'est manifestée à travers tous les États-Unis, en Californie, au Texas, dans le Michigan, le Tennessee ou la Virginie.

La tendance est la plus marquée dans les anciens États confédérés de la guerre de Sécession. Pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, le Parti républicain d'Abraham Lincoln a plus d'élus à la Chambre des représentants que le Parti démocrate dans les 13 États du Sud.

Le problème est d'autant plus inquiétant pour les alliés de Bill Clinton, lui-même un enfant du Sud, que les conservateurs sudistes étaient une des composantes essentielles de l'hétéroclite coalition démocrate, avec les minorités ethniques, les libéraux et les syndicats.

Les Démocrates «avaient l'habitude de nous dire que nous ne pouvions tirer un trait sur l'électorat noir et espérer vaincre», commente un stratège républicain, Tom Edmonds. «Je me demande comment les Démocrates peuvent tirer un trait sur les hommes blancs et espérer gagner».

Les analystes expliquent en partie ce vote des Blancs par les thèmes dominant de la campagne — criminalité et fiscalité — qui mobiliseraient davantage les hommes que les femmes.

Mais d'autres soulignent que cette tendance, notamment dans le Sud, avait commencé à se manifester de longue date. Et, à l'image du *Washington Post*, beaucoup se demandaient si les résultats du 8 novembre 1994 signifiaient que le Parti républicain est en position de revendiquer dans la politique américaine le rôle dominant qu'il n'a pas eu depuis les années 1920.



Un imam dirige la prière sous la pluie lors de l'inhumation hier dans un cimetière militaire de Sarajevo d'Elvir Bozalija, 20 ans, soldat bosniaque tué récemment à Vares, à 40 km au nord de la capitale bosniaque, dans une contre-attaque serbe.

PHOTO AP

Les Russes arment les Serbes,
les Américains aident les Musulmansd'après AFP
HAMBURG

En dépit de l'embargo des Nations unies sur les livraisons d'armes en Bosnie-Herzégovine, les Russes fournissent régulièrement les troupes serbes en armement moderne, affirme l'hebdomadaire *Der Spiegel* dans son numéro de demain.

Pour sa part le quotidien britannique *The Independent* affirmait hier que les États-Unis aident l'armée bosniaque (essentiellement composée de musulmans) en lui fournissant notamment des renseignements.

Selon le *Spiegel*, «les troupes serbes ont reçu en septembre, 83 obusiers de calibre 122 et d'une portée de 15 km». Par ailleurs, les unités d'élite de l'armée russe ont signalé un peu plus tard «des disparitions dans leurs stocks de fusées anti-aériennes ultra-modernes de type S-300-b».

Selon l'institut ISOS de Francfort, spécialisé dans l'étude de l'ex-URSS et interrogé par l'hebdomadaire, «ceux qui violent l'embargo se procurent des armes principalement dans

les réserves du groupe Ouest (unités russes basées jusqu'en août en Allemagne)».

Matvei Bourlakov, limogé début novembre de son poste de vice-ministre de la Défense et ancien commandant en chef des troupes russes en RDA, est «l'une des figures centrales» du trafic, selon l'institut. Selon le *Spiegel*, «plus de 4000 wagons chargés de matériel russe provenant du groupe ouest ont été acheminés vers les Balkans».

Le général Bourlakov a fait l'objet de nombreuses accusations de corruption et de malversations concernant la période de 1990 à 1994, durant laquelle il commandait l'armée russe en Allemagne orientale. Plusieurs commandants de l'ex-groupe d'armée occidentale sont soupçonnés d'avoir procédé au détournement systématique de fonds et d'avoir organisé la vente illégale d'armes et d'équipements militaires.

Citant des sources britanniques et onusiennes, *The Independent* écrit de son côté que l'aide américaine aux forces musulmanes est antérieure à l'annonce, vendredi, par Washington de son retrait des opérations de sur-

veillance de l'embargo déclaré par l'ONU à l'encontre de la Bosnie.

Selon une source militaire de l'ONU à Sarajevo, les États-Unis ont fait parvenir aux commandants militaires musulmans des photos des positions occupées par les forces serbes de Bosnie autour de la ville de Bihac, au nord-ouest du pays, au moment même où les musulmans ont lancé leur offensive, il y a deux semaines.

Un diplomate britannique de haut rang ainsi que des sources militaires de l'ONU ont affirmé au quotidien qu'on leur avait rapporté que d'ex-soldats américains conseillaient les musulmans en matière d'entraînement.

Des sources gouvernementales bosniaques et croates ont affirmé qu'elles attendaient l'arrivée prochaine d'une délégation militaire américaine conduite par le général en retraite John Galvin, ancien commandant suprême des forces alliées en Europe. Sa mission serait d'aider les forces unies croates et bosniaques.

Le département d'État et le Pentagone ont déclaré à *The Independent* que si cette information était exacte, il ne pourrait s'agir que d'une initiative privée.

Chrétien s'amène en conciliateur
au sommet Asie-PacifiquePresse Canadienne
HONG KONG

Le premier ministre Jean Chrétien jouera cette semaine un rôle de conciliateur dans le cadre du sommet du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), affirmant de hauts fonctionnaires canadiens.

Sans préciser la portée de ses interventions, on laisse entendre qu'il sera en mesure de pousser les discussions sur la libéralisation des échanges commerciaux en Asie, en se faisant le médiateur des 18 pays membres de l'APEC.

Mis sur pied en 1989 pour promouvoir la coopération économique dans la région de l'Asie-Pacifique, le forum compte parmi ses membres les États-Unis, le Japon, Hong Kong et la Chine. La première rencontre des leaders des pays membres a eu lieu l'an dernier.

M. Chrétien s'envolait aujourd'hui pour l'Indonésie après avoir mis fin à la mission économique d'Équipe Canada à Hong Kong. Au cours de rencontres bilatérales, il discutera avec le premier ministre australien Paul Keating et le président Suharto d'Indonésie. Il rencontrera enfin tous les leaders des pays membres de l'APEC dans le cadre du sommet.

L'objectif de cette conférence est de définir une vision commune qui puisse mener à la création d'une zone de libre-échange dans la région Asie-Pacifique d'ici 2020. Il reste cependant de multiples obstacles à franchir.

La Chine hésite toujours à faire disparaître rapidement ses barrières commerciales, convaincue de voir ses industries les plus inefficaces ployer devant l'afflux soudain de la concurrence.

Le Japon et les États-Unis se battent depuis des années contre le protectionnisme. Et certains petits pays asiatiques privilégieraient plutôt une zone de libre-échange exclusive à l'Asie, de sorte qu'ils ne seraient pas obligés d'ouvrir grandes leurs portes à des géants économiques comme les États-Unis.

Des hauts fonctionnaires canadiens disent que le Canada travaillera en étroite collaboration

avec l'Australie et Singapour pour convaincre le plus grand nombre de pays de la région Asie-Pacifique du bien-fondé d'une plus grande libéralisation des échanges.

Dans bien des cas, le Canada a tenté d'établir un terrain d'entente entre diverses tendances. Ainsi, la Chine veut intégrer les rangs de l'Organisation du commerce mondial — qui succédera bientôt au GATT — à titre de pays en voie de développement, de façon à ne pas être obligée d'abaisser immédiatement ses barrières commerciales. Les États-Unis exigent plutôt que la Chine soit traitée comme une nation développée.

Le Canada appuie la candidature chinoise auprès de l'OCM, affirmant que la Chine devrait être vue comme un pays développé dans certains secteurs seulement.

En Indonésie, Jean Chrétien risque de provoquer la même controverse qu'il a soulevée en Chine, à cause de sa position mitigée sur les droits de la personne.

Selon plusieurs groupes humanitaires, l'Indonésie bafoue quotidiennement les droits de la personne. Les opposants au gouvernement se retrouvent régulièrement derrière les barreaux. Des centaines de milliers d'habitants du Timor-Oriental ont été tués ou sont morts de faim depuis l'invasion de l'île par l'Indonésie il y a 20 ans.

Des hauts fonctionnaires disent que M. Chrétien adoptera la même approche dont il a fait preuve en Chine: tenter d'établir un dialogue sur le respect des droits de la personne en Indonésie et offrir une expertise qui permette de renforcer les institutions telles les tribunaux.

Le Canada et l'Indonésie paraissent des accords de développement semblables à ceux signés à Pékin et en vertu desquels le Canada assumait la formation des juges en chef et fera la promotion des droits des femmes.

Selon des proches du gouvernement, c'est la meilleure façon d'enseigner à ces pays le respect des droits de la personne. Pareilles interventions n'insultent pas le pays visé, amenant à s'ouvrir davantage à des changements graduels.



Un policier palestinien surveille près de Gaza, tandis que ses collègues arrêtaient plus de 60 membres du Jihad islamique.

PHOTO AFP

La police palestinienne
arrête des islamistesd'après AFP
GAZA

La police palestinienne a arrêté hier une centaine de militants du Jihad islamique à Gaza, mais le groupe intégriste a affirmé qu'il poursuivrait sa lutte armée contre Israël au lendemain d'un attentat ayant fait trois morts israéliens.

La branche militaire du Jihad islamique a revendiqué l'attentat-suicide qui a tué un capitaine et deux lieutenants de réserve israéliens et blessé quatre militaires israéliens et plusieurs Palestiniens, près de la colonie juive de Netzarim, dans le centre de la bande de Gaza autonome.

L'Autorité palestinienne dirigée par Yasser Arafat a «condamné» hier cet attentat et affirmé être en possession d'informations selon lesquelles «le Jihad islamique planifiait une nouvelle opération contre des objectifs israéliens à Gaza ou à partir de ce territoire».

L'Autorité palestinienne a assumé sa part de responsabilité dans la sécurité des Israéliens à Gaza, mais a estimé que le démantèlement des colonies juives réduirait les risques d'attentat. Malgré l'autonomie lancée le 4 mai dernier, environ 4000 colons israéliens continuent à habiter dix-neuf colonies dans la bande de Gaza, où l'armée israélienne les protège.

«Ce qui s'est passé (vendredi) est inacceptable car (l'attentat) vise à embarrasser l'Autorité palestinienne et à entraver ce qui a été accompli lors des discussions d'Erez sur la voie de la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien».

M. Arafat avait rencontré mardi à Erez, point de passage entre Gaza et Israël, le premier ministre israélien Yitzhak Rabin. Israël a annoncé par la suite sa décision de transférer avant fin novembre plus de pouvoirs aux Palestiniens en Cis-

jordanie occupée et de commencer à négocier le redéploiement de son armée hors des zones les plus peuplées de Cisjordanie.

Selon le communiqué, le «gouvernement palestinien a salué les mesures prises (par la police palestinienne) contre le Jihad islamique et a exigé plus de fermeté à l'avenir».

La police palestinienne a affirmé avoir arrêté depuis vendredi soir une centaine de militants du Jihad islamique à Gaza. Un des chefs du Jihad, Abdallah al-Chami, a été appréhendé, a indiqué cette formation opposée au processus de paix avec Israël.

Le Jihad islamique a appelé auparavant l'Autorité palestinienne à libérer «immédiatement» ses militants arrêtés et affirmé qu'il ne déposerait pas les armes «quelles que soient les pressions». A Damas où il réside, le chef du Jihad islamique, Fathi Chakaki, a affirmé que «les opérations se poursuivront contre Israël».

La police a perquisitionné plus de 200 maisons, mais cinquante d'entre elles étaient vides car certains activistes du Jihad islamique ont pu s'enfuir, selon des militants de cette formation pro-iranienne.

La principale formation intégriste, le Hamas, a apporté son soutien au Jihad et a «condamné sévèrement» les arrestations de militants. Le Hamas a appelé l'Autorité palestinienne à «cesser de se comporter en gardienne de l'occupation et des colonies juives».

A Damas, le Front populaire de libération de la Palestine (commandement général) d'Achmed Jibril s'est également félicité de l'attentat suicide.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres, a estimé de son côté que le développement économique dans la région autonome de Gaza constituait le meilleur moyen de lutter contre les «extrémistes islamiques».

Dépêches

IRAK

Attentats à Bagdad

Deux bombes ont explosé hier à Bagdad, faisant au total un mort et trois blessés, a rapporté l'agence officielle irakienne INA. L'une des charges, de deux à trois kilogrammes, a sauté près de l'hôtel Bagdad. La déflagration a fait un mort, qui n'a pas été identifié, son corps ayant été déchiété. Selon INA, il s'agirait du porteur de la bombe lui-même. Quatre personnes avaient été tuées dans l'explosion le 30 octobre d'une bombe que la police tentait de désamorcer à l'entrée d'une église chaldéenne (catholique) à Bagdad.

TIMOR-EST

Amnesty s'inquiète

Amnesty International a appelé hier le gouvernement américain et les pays-membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à veiller à la sécurité des indépendantistes est-timorais autour de l'ambassade américaine à Djakarta ainsi qu'à celle de 35 autres indépendantistes détenus par les autorités indonésiennes. Amnesty indique que 35 indépendantistes est-timorais au moins ont été arrêtés par les forces de l'ordre avant qu'une vingtaine d'autres indépendantistes ne parviennent, samedi matin, à escalader les grilles de l'ambassade américaine pour y tenir leur sit-in. Ils protestent contre l'annexion du Timor oriental, ancienne colonie portugaise, par l'Indonésie en 1976. Ils demandent la libération de leur leader emprisonné, Jose Xanana Gusmao.

ULSTER

L'IRA ordonne

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a annoncé hier avoir interdit à tous ses membres d'utiliser des armes depuis le 31 août, jour de l'annonce de son cessez-le-feu, et ordonné une enquête sur les circonstances d'un hold-up sanglant commis il y a deux jours en Ulster par deux «leaders nationalistes» selon la police. «La cessation des opérations militaires est complète» ce qui implique l'interdiction d'utiliser des armes quelles qu'elles soient, indique l'Armée républicaine dans un communiqué. «La direction de l'IRA n'a donné à personne la permission de se servir d'une arme depuis le 31 août», ajoute le texte.

MONDE

Balladur et Chirac continuent de s'entre-déchirer

d'après AFP
PARIS

■ Les rivaux gaullistes dans la course à la présidence de la République française, le premier ministre Edouard Balladur et le leader gaulliste Jacques Chirac, sont apparus tous deux fragilisés hier dans cette perspective.

M. Balladur doit faire face à une nouvelle démission d'un ministre de son gouvernement en liaison avec une affaire de justice, la troisième en quatre mois. Le ministre de la Coopération Michel Roussin, ex-collaborateur du leader du parti gaulliste RPR (Rassemblement pour la République) Jacques Chirac, mais aujourd'hui considéré comme un «balladurien», a démissionné après avoir été mis en cause dans une affaire de fausses factures.

De son côté, M. Chirac est confronté à une fracture menaçant sérieusement l'avenir du mouvement gaulliste, qui est apparue au grand jour hier à Paris. Bon nombre de personnalités de premier plan du RPR — au premier rang desquelles M. Balladur — ont choisi de ne pas se rendre à une réunion visant à témoigner «reconnaissance et confiance» à M. Chirac, officiellement candidat depuis une semaine pour succéder au socialiste François Mitterrand à la présidence de la République.

Bien qu'il n'ait pas lui-même annoncé officiellement sa candidature à la magistrature suprême, l'actuel premier ministre est le

favori des sondages à droite pour la présidentielle d'avril prochain, et la rivalité Balladur-Chirac apparaît chaque jour plus évidente.

Dans son discours devant près de 2000 fidèles réunis sous une tente à Paris, M. Chirac a lancé sa plus vive attaque contre M. Balladur, en affirmant que «la France doute de ses dirigeants». Il a dénoncé «le climat délétère alimenté par la multiplication des affaires» politico-judiciaires.

Hier également, le journal *Le Monde* a fait état d'une rumeur, qu'il qualifie d'absurde, mais qui aurait provoqué un certain «affolement» au sein du cabinet Balladur au milieu de la semaine. Selon cette rumeur, le président Mitterrand, saisi de la demande du premier ministre de mettre fin aux fonctions de Michel Roussin, pourrait «exiger le départ du gouvernement tout entier».

La mise en cause de M. Roussin fragilise d'autant plus la position de M. Balladur que ses précédents ministres démissionnaires — Alain Carignon en juillet et Gérard Longuet en octobre — étaient également des «balladuriens».

M. Chirac a été ovationné par ses fidèles à chaque fois qu'il a fait des allusions aussi claires que caustiques à M. Balladur. Sans citer nommément ce dernier, M. Chirac a accusé les candidats potentiels qui refusent de se déclarer de «dénier la démocratie». Selon lui, «trop d'arrière-pensées, de calculs, d'habiletés supposées obscurcissent aujourd'hui les comportements politiques».

M. Balladur ne souhaite pas dire avant janvier prochain s'il sera ou non candidat.

Dans une autre allusion claire à M. Balladur, M. Chirac a fait la distinction entre ses «vrais amis», présents dans la salle et les «courtisans», qui «dépendent des fonctions et des sondages».

Signe que la position de M. Chirac est, elle aussi, fragile du fait de sa compétition fratricide avec M. Balladur: seuls trois ministres RPR, sur un total de treize, étaient présents à cette réunion exceptionnelle.

Au cours de celle-ci, il a comme prévu quitté la tête du RPR, pour pouvoir se consacrer totalement à sa campagne présidentielle. Le ministre des Affaires étrangères et secrétaire général du RPR Alain Juppé a été désigné président par intérim du parti.

M. Juppé a nié toute volonté de faire «investir» M. Chirac comme candidat au poste de chef de l'État à cette occasion, raison invoquée par deux autres «poids lourds» du RPR, le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua et le président de l'Assemblée nationale Philippe Séguin, pour expliquer leur absence.

Dans une lettre commune, ces derniers avaient exprimé la crainte que le témoignage de «reconnaissance et de confiance» à M. Chirac — finalement voté à plus de 98 p. cent par les quelque 1000 délégués habilités à voter hier — ne puisse être interprété autrement que comme une investiture par le parti RPR, ce qui serait contraire aux principes de «rassemblement» prônés par le mouvement gaulliste.

Les Suédois divisés

d'après AFP
STOCKHOLM

■ Le bataillon des électeurs suédois encore indécis, estimé à quelque 20 p. cent, devrait faire la décision aujourd'hui lors du référendum sur l'adhésion du pays scandinave à l'Union européenne, les camps du «oui» et du «non» étant pratiquement à égalité dans les derniers sondages.

Selon un sondage Gallup publié hier par le quotidien du soir *Expressen*, 41 p. cent des Suédois ont l'intention de voter pour l'adhésion à l'UE et 37 contre et 22 p. cent sont encore indécis.

Ce sondage marque une chute spectaculaire de 7 points des partisans de l'UE et un recul de 5 points des opposants par rapport à l'enquête Gallup-Expressen publiée la semaine dernière. Dans le même temps, le nombre des indécis a plus que doublé.

«Un électeur sur cinq n'a toujours pas fait son choix», pouvant ainsi faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre, notait l'institut Gallup dans l'analyse du sondage.

Selon une autre enquête d'opinions hier matin, 53 p. cent des Suédois ont l'intention de voter «oui» et 47 p. cent «non», mais ce sondage de l'institut Skop publié par le quotidien économique *Dagens Industri* ne prend pas en compte les indécis.

La Suède est le troisième pays candidat à l'UE à se prononcer par référendum après l'Autriche (oui: 66 p. cent en juin) et la Finlande (oui: 57 p. cent en octobre), tandis que la Norvège décidera le 28 novembre (mais selon un sondage de l'institut MMI publié hier par le quotidien *Dagbladet*, 48 p. cent des Norvégiens sont contre l'UE, 29 p. cent en faveur et 23 p. cent indécis). L'adhésion des nouveaux États membres est prévue en principe le 1er janvier 1995.

Au cours d'un ultime débat télévisé vendredi soir, partisans et opposants ont fourbi leurs dernières armes pour tenter d'arracher des voix au bastion des indécis. Chaque camp a cité paragraphes et articles des moindres détails du traité de Maastricht pour faire valoir ses arguments.

Côté à côté à la télévision, le premier ministre social-démocrate Ingvar Carlsson et son prédé-

cesseur conservateur Carl Bildt ont plaidé ensemble pour une entrée dans l'UE. «En disant «oui», nous pourrions participer directement au développement de l'Europe. En restant à l'extérieur de l'UE, nous ne pourrions influencer aucune décision sur l'avenir de l'Europe, qui est aussi notre avenir», ont-ils souligné.

De leur côté, les avocats du «non» ont estimé que l'entrée dans l'Europe des Douze signifierait «la perte de souveraineté des décisions, l'abandon de notre Constitution et la fin du «modèle suédois», qui est à la pointe du progrès social et de la protection de l'environnement.

La campagne pour le référendum au cours des dernières semaines a été dominée par les questions sociales, les conséquences pour l'emploi et le développement économique du pays, qui sort lentement de la récession après avoir connu sa plus grave crise depuis les années 30.

Les pro-européens ont choisi d'afficher clairement leur préférence à l'arrière de leur voiture en apposant un autocollant frappé de la lettre «S» pour Suède, entourée de douze étoiles jaunes sur fond bleu du drapeau européen.

Les opposants, avec pour slogan «oui à la force du peuple, non à la bureaucratie», ont placé de grandes affiches montrant un corps d'homme vêtu d'un complet et cravate sombres... sans tête, censé représenter un «technocrate» de Bruxelles.

Les militants anti-UE, jeunes pour la plupart, se sont aussi installés dans le quartier des grands magasins au centre-ville de Stockholm, pour lire en permanence devant un micro le texte intégral du traité de Maastricht. «Nous voulons sensibiliser les passants au jargon technocratique, bureaucratique, incompréhensible de l'Union européenne», déclare Britt-Marie Norberg, jeune étudiante farouchement opposée à l'UE.

A quelques pas de là, l'ex-ministre des Affaires européennes Ulf Dinkelspiel, qui avait conduit les négociations de la Suède avec la Commission de Bruxelles au printemps dernier, tente lui aussi de convaincre les passants: «Le train pour l'Europe est en gare, il ne faut pas le rater dimanche. Car il ne repassera pas...».

Le mouvement berbère paralyse la Kabylie

d'après AFP
ALGER

■ Les habitants de Kabylie ont massivement suivi hier une grève générale — la troisième en deux mois — pour tenter de faire plier le président Liamine Zeroual et obtenir la reconnaissance de la langue kabyle.

Cette grève de trois jours, à l'appel du Mouvement culturel berbère (MCB), entre dans le cadre de la «mobilisation pacifique» engagée depuis la mi-septembre en Kabylie pour l'officialisation du Tamazight.

Hier, le mouvement a largement paralysé les administrations, les transports publics, les commerces — à l'exception des boulangeries — de Kabylie, notamment à Tizi-Ouzou et Bejaia,

les deux principales villes. Les entreprises, peu nombreuses dans cette région montagneuse, ont cessé de fonctionner. Un responsable du MCB à Tizi-Ouzou a affirmé que le mouvement était «suivi à 100 p. cent».

Le MCB avait dénoncé la «démarche méprisante», selon lui, du président Zeroual, qui n'avait pas évoqué le dossier de la revendication berbère dans son dernier message à la Nation, le 31 octobre.

Le mouvement avait rejeté le mois dernier la création d'une commission chargée d'étudier l'introduction du Tamazight à l'école, dirigée par le premier ministre Mokdad Sifi.

Depuis la mi-septembre, le MCB a organisé des dizaines de marches et de manifestations à travers la Kabylie. La majorité

des élèves et des professeurs boycottent écoles, lycées et universités.

Mais ce mouvement d'agitation politico-culturelle est resté jusqu'à présent confiné aux limites de la Kabylie. Il souffre également des divergences au sein du MCB, divisé en deux tendances rivales.

Le MCB-coordination nationale est proche du Rassemblement pour la Culture et la démocratie (RCD) de Said Sadi. Le MCB-commissions nationales est proche du Front des Forces socialistes (FFS) de Hocine Ait Ahmed. Ces deux partis se livrent une sévère lutte d'influence en Kabylie, région traditionnellement hostile au

pouvoir central comme aux théâtres intégristes.

Illustration de ces divergences, le MCB coordination nationale a demandé que la grève se poursuive de manière totale dimanche et lundi, alors que le MCB commissions nationales a appelé à la tenue d'un piquet de grève d'une heure et demandé aux commerçants de baisser leurs rideaux pendant ce temps.

Les militants berbères sont également divisés sur l'attitude à adopter face aux opérations armées des islamistes en Kabylie, qui deviennent de plus en plus fréquentes.

Boris Eltsine réaffirme son autorité sur le gouvernement

Agence France-Presse
MOSCOU

■ Le président Boris Eltsine a voulu réaffirmer son autorité sur la politique gouvernementale, à un an et demi de l'élection présidentielle en Russie, en initiant depuis un mois une série de remaniements ministériels qui a affaibli le premier ministre Viktor Tchernomyrdine.

Dernier changement en date: le président russe a obtenu vendredi le départ de l'homme de confiance de M. Tchernomyrdine, le chef de l'administration gouvernementale Vladimir Kvasov qui le secondait depuis janvier 1993.

Boris Eltsine s'était publiquement irrité de l'indépendance revendiquée par ce haut fonctionnaire ayant rang de ministre, et si M. Kvasov a officiellement demandé à être relevé de ses fonctions, la réalité paraît bien autre.

«Je suis très content de ce limogeage. Les liaisons entre la présidence et le gouvernement étaient depuis longtemps bloquées», déclarait hier à l'AFP un conseiller du président Eltsine, Lev Soukhannov.

Ce départ survient après huit changements ministériels, surtout ces deux dernières semaines, qui ont totalement renouvelé l'équipe dirigeante en matière économique et dont Boris Eltsine a revendiqué haut et fort la paternité.

«Je connais parfaitement qui entre et qui sort du gouvernement. J'ai personnellement choisi ces cadres», a souligné jeudi le chef de l'État russe.

Boris Eltsine a de ce fait reconnu implicitement avoir pris des libertés avec la Constitution, qui confie ce pouvoir d'initiative au chef du gouvernement, dont les propositions sont ensuite avalisées par le président.

C'est également sous l'autorité politique du président russe que la nouvelle «troïka» économique — coiffée par le nouveau premier vice-premier ministre réformateur Anatoli Tchoubats et comprenant le nouveau ministre des Finances Vladimir Pankov et le nouveau ministre de l'Économie Evgueni Iassine — a pris soin de se placer, en se présentant devant la presse vendredi.

Le président russe tient visible-

ment à rappeler qui exerce le pouvoir suprême en Russie, au risque de se retrouver cette fois en première ligne en cas de nouvelle crise grave, politique ou économique, dans le pays.

«Cela comporte évidemment un risque pour Boris Eltsine, mais c'était cela ou accepter un relatif effacement, et se résoudre à ce que le débat autour de sa personne se limite peu à peu à ses problèmes d'alcool et de santé», estime un politologue russe.

Boris Eltsine pouvait d'autant moins accepter une telle perspective qu'il n'exclut pas de se représenter à l'élection présidentielle de juin 1996, entretenant le suspense à ce propos.

Cette réaffirmation du pouvoir eltsinien s'est faite avant tout au détriment de Viktor Tchernomyrdine.

Encensé dans le dernier livre de Boris Eltsine il y a quelques mois, au point qu'il apparaissait comme un dauphin possible du président russe, l'ancien chef du secteur gazier russe a souffert depuis du «mardi noir» du rouble — perte de 21 p. cent de la valeur de la devise nationale le 11 octobre — et d'une motion de censure parlementaire qui a manqué de peu de le renverser.

Affaibli, le chef du gouvernement n'a pu que subir, pour une large part, le profond remaniement que vient de connaître son équipe. Détail révélateur: il a été contraint de se renseigner en extrême sur la personnalité du nouveau ministre des Finances Vladimir Pankov, afin de pouvoir le présenter quelques minutes plus tard à son ministère, selon la confidence de l'ancien ministre de l'Économie Alexandre Chokhine.

L'autre victime de ces remaniements ministériels est la cohésion de l'équipe gouvernementale, qui fédère encore plus qu'avant centristes, réformateurs économiques et partisans d'une politique de subventions, même si les trois principaux ministres chargés de l'économie affichent pour leur part une parfaite cohésion de vue.

«Je ne vois pas comment un gouvernement qui inclut (le ministre réformateur de l'Économie) Evgueni Iassine et (le ministre conservateur de l'Agriculture) Alexandre Nazartchouk peut fonctionner», estimait vendredi le député réformateur d'opposition Vladimir Loukine

FAILLITE • FAILLITE • FAILLITE

Nouvelle arrivage: - Porte-savon - porte-serviette - chrome et/ou laiton massif

Tout pour la salle de bain

- Cabines de douche monocoques - Toilettés - Lavabos - Baignoires: thérapeutiques à tourbillons, standard - Bidets - Robinets - Bases de cabine de douche - Parois et portes de cabine de douche, l'ensemble complet. (au choix: blanc et plusieurs couleurs)

Marque de prestige: Selles, American Standard, Aquabass, Chavonnet

de 65 à 75% de réduction

TRANSIT 928-1616 LIQUIDATEUR

Seulement:

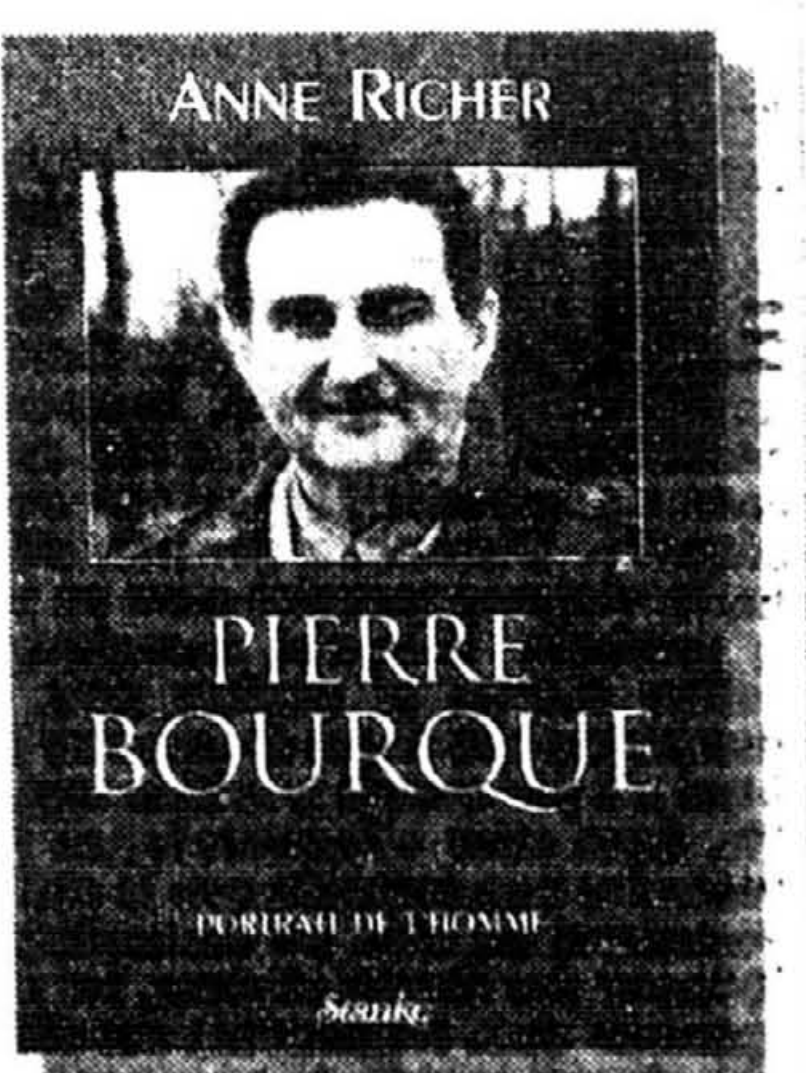
Dimanche 13 novembre de 10 h à 17 h
576, boul. Guimond, Longueuil

Rouler plus lentement libère moins de polluants.

La Presse RMQA Regroupement montréalais pour la qualité de l'air

Son passé Notre avenir

PIERRE BOURQUE PORTRAIT DE L'HOMME PAR ANNE RICHER



256 PAGES • PHOTOS • 18 \$ • EN VENTE CHEZ VOIRE LIBRAIRE

Stanké

ACURA GS-R 1995

UN PRIX EXCLUSIF POUR UNE VOITURE EXCLUSIVE!

LE PRIX QU'ON VOUS DEMANDE AILLEURS: 26 295\$

COMPLETEMENT EQUIPEE ACURA MOTEUR V.TEC DE 170 CHEVAUX

2 sacs gonflables, climatiseur, groupe verrouillage électr., tout servo, toit ouvrant électr., chaîne stéréo haut de gamme, roues en alliage de 15", etc.

* 14 364\$ ou 399\$ par mois

SEULEMENT CHEZ GALERIES ACURA 7100, boul. Métropolitain Est Anjou Tél.: 354-8811

UNE NOUVELLE ETOILE EST NEE... ELLE VA BOULEVERSER VOTRE COEUR... LA PLUS ATTENDUE... LA TOUTE NOUVELLE TERCEL 1995

NOUS CASSONS LES PRIX SUR NOS DERNIERES 94

Blainville TOYOTA 435-3685

120, boul. Desjardins Est, Sainte-Thérèse

Écologie et environnement...

Pierre qui roule n'amasse pas mousse...

DANIEL GAGNON
collaboration spéciale

L'opposé du dicton est aussi vrai. Les pierres et les rochers immobiles sont souvent couverts de mousses, et parfois, d'hépatiques. Les mousses sont vertes et forment des tapis sur les affleurements rocheux, le sol des forêts de conifères, la base des troncs d'arbres et les rochers dans tous les types de forêt. Elles sont omniprésentes. Il ne faut pas oublier les tourbières, dont le «sol» est entièrement formé de mousses — les sphaignes — vivantes en surface et mortes en profondeur. Ce sont ces sphaignes que l'on achète au centre horticole, en gros sacs de mousse de tourbe. On la mélange au sol de jardin dans le but d'ajouter de la matière organique et d'augmenter son pouvoir de rétention de l'eau.

Les hépatiques, quant à elles, ne sont pas très communes au Québec. Seuls les spécialistes les connaissent. Les mousses et les hépatiques appartiennent aux bryophytes, un groupe de plantes très primitives. Les bryophytes seraient peut-être les premières plantes terrestres ayant évolué à partir d'algues. C'est dans la façon même de se reproduire des mousses et des hépatiques que l'on perçoit le plus nettement leur parenté avec les algues. Chez les bryophytes, les spermatozoïdes, lorsqu'ils sont relâchés par les organes sexuels mâles, se dirigent vers les organes sexuels femelles à la nage, comme chez les algues! Ils se propulsent par le battement de deux longs cils (flagelles) et nagent dans le mince film d'eau qui recouvre les bryophytes lorsqu'il pleut. Les organes sexuels des deux sexes sont quelquefois situés sur le même plant, mais ils se retrouvent souvent chez deux plants différents. Heureusement, les mousses, tout comme les hépatiques, poussent presque toujours en tapis denses réunissant de nombreux plants côte à côte.

Une autre caractéristique des bryophytes dévoile aussi un lien avec le milieu aquatique. Tout comme les algues, ils n'ont pas de tissus «vasculaires», soit des tissus spécialisés dans le transport de l'eau et de la sève. Les algues n'en ont pas besoin car elles baignent dans l'eau. Mais pour les bryophytes, puisque l'eau doit monter par capillarité le long de leurs tiges feuillues, cela limite très sérieusement leur capacité d'atteindre une grande taille à l'air libre. Les mousses et les hépatiques mesurent rarement plus de 10 à 20 centimètres de hauteur. En fait, il y a très peu de distinctions biologiques véritables entre les algues et les bryophytes, sauf l'habitat, aquatique chez les unes et terrestre chez les autres.

Où trouve-t-on les hépatiques? Pour en voir de grandes quantités, il faut se rendre dans la forêt pluvieuse tempérée de la côte de la Colombie-Britannique. Les troncs d'arbres vivants ou morts sont envahis par des masses d'hépati-



PHOTO DANIEL GAGNON, collaboration spéciale

Les mousses couvrent le sol dans cette forêt d'épinettes noires.

ques. La côte ouest, c'est aussi le paradis des mousses. On en trouve sur les rochers, sur le sol, ainsi que sur les troncs et les branches des arbres, d'où elles pendent en grands lambeaux verts. Les forêts de la côte ouest sont très humides. Il y tombe près de 3 mètres de pluie par an, soit le triple des précipitations observées à Montréal. La température est aussi plus douce qu'ici. Ce climat est très favorable à la croissance des mousses et des hépatiques.

Chez nous, au Québec, les hépatiques sont timides. On les voit à l'occasion sur les rochers et les sols très humides, en bordure des ruisseaux ombragés. La plus commune est le conocéphale, une

hépatique vert foncé qui forme des rubans d'un centimètre de large, collés au sol. Lorsque l'on écrase un bout de cette hépatique entre les doigts, elle dégage une odeur «épicée» très particulière.

Son nom, «hépatique», suggère un lien avec le foie. D'où lui vient-il? De l'ancienne doctrine des signatures, qui attribuait une propriété médicinale à une plante selon la ressemblance d'une de ses composantes avec un organe humain.

Mes préférées parmi les mousses sont les polytrics. Ce sont des mousses des milieux secs, que l'on voit le plus souvent près des affleurements rocheux, où elles poussent en compagnie de lichens.

J'en ai fait l'étude sur l'escarpement d'Eardley du parc de la Gatineau. On y trouve trois espèces de polytrics. Le polytrich chevelu, le plus petit des trois (moins de 1 centimètre), porte un poil blanc au bout de chacune de ses minuscules «feuilles». C'est lui qui tolère le mieux la sécheresse; il colonise directement les affleurements rocheux. Les poils blancs reflètent la lumière et réduisent ainsi la transpiration causée par la chaleur. Le polytrich à feuilles de genévrier colonise les marges des affleurements. Il est un peu plus grand et se distingue par ses «feuilles» partiellement recouvertes d'une membrane transparente et terminées par un poil rougeâtre. Toutes ces structures sont des adaptations aux conditions de sécheresse. La membrane transparente des «feuilles» réduit aussi les pertes d'eau. Le polytrich commun, le plus grand des trois, forme souvent des tapis de plus de 10 centimètres d'épaisseur. Il ne tolère pas les conditions de sécheresse extrême comme les deux autres espèces. Ses petites «feuilles» sont dentées à la marge — il faut une bonne loupe pour voir cela — et elles n'ont pas de caractéristiques particulières leur permettant d'éviter les pertes en eau.

Il faut parler des sphaignes quand on parle de mousses. Ce sont les seules bryophytes qui ont vraiment une valeur économique. Leur territoire est vaste. Ainsi, les tourbières, formées de sphaignes, couvrent plus de 12 p. cent de la superficie terrestre du Canada, où elles constituent la deuxième plus grande réserve de tourbe au monde. Celle de l'ancienne URSS est six fois plus importante. Au Québec, dans le bas du fleuve, on exploite certaines tourbières pour en extraire la mousse de sphaignes à des fins horticoles. Line Rochefort, professeure à l'Université Laval, cherche à découvrir comment accélérer la régénération de la sphaigne dans les tourbières exploitées. De cette façon, on pourra véritablement parler d'une ressource renouvelable et de développement durable.

Ailleurs, les tourbières sont exploitées de façon beaucoup plus agressive. Dans l'ancienne URSS, la combustion de tourbe de sphaigne produit plus de 6000 mégawatts d'électricité (l'équivalent de 6 p. cent de l'électricité générée au Canada). De plus, près de 4,5 millions de tonnes de tourbe sont brûlées chaque année pour chauffer les maisons. En Irlande, c'est le tiers de l'électricité qui est générée par des centrales à combustion de tourbe. Cette utilisation requiert plus de la moitié des 5 millions de tonnes de tourbe récoltées annuellement en Irlande.

La tourbe en milieu naturel est constituée à 95 p. cent d'eau. C'est ce qui limite son potentiel d'exploitation commerciale. D'importants travaux de drainage doivent être entrepris avant que la

ÉCO-QUIZ

Quelle est la superficie du Canada couverte par les sphaignes?

Répondez à la question ci-haut et gagnez une paire de billets pour visiter le Biodôme et le Planétarium. Deux bonnes réponses seront choisies au hasard chaque vendredi.

Adressez vos réponses à : Chronique écologie et environnement, Biodôme de Montréal, 4777, ave Pierre-de-Coubertin, Montréal, Québec, H1V 1B3

La réponse à la question posée la semaine dernière est: «Le caribou».

tourbière puisse produire pour le commerce. La combustion de la tourbe de sphaigne pour donner de l'électricité est un exemple d'utilisation de la «biomasse» en production énergétique. La récolte massive de tourbe dans ce but entraîne des impacts majeurs sur la tourbière exploitée. On «mine» littéralement la tourbière, ce qui ne constitue pas du développement durable puisque celle-ci se videra éventuellement. De plus, lors de la combustion, une grande quantité de gaz carbonique est libérée dans l'atmosphère.

Le gaz carbonique est un gaz «à effet de serre» dont la présence accrue dans l'atmosphère risque de précipiter un réchauffement climatique global, ayant des conséquences écologiques et économiques désastreuses. Les tourbières sont des écosystèmes qui ont un rôle écologique important. Elles emmagasinent et conservent le carbone durant des périodes de temps qui s'étendent sur des milliers d'années. Brûler de la tourbe, ainsi que du charbon et du bois, en grande quantité, pour produire de l'électricité, mènera à de sérieux problèmes environnementaux à l'échelle planétaire.

Daniel Gagnon, directeur de la Recherche au Biodôme de Montréal et professeur à l'UQAM.

Les petits compagnons

À tout péché miséricorde: il serait cruel d'exiler Jean Doré à Paris

DR FRANÇOIS LUBRINA
collaboration spéciale

« Mon royaume pour un cheval! ». Tel un héros shakespearien déchu, qui sait si Jean Doré aura grommelé, toujours incrédule: « Ma mairie pour un maudit règlement sur les chiens? ». Dimanche dernier, en tout cas, la violente tempête aura eu valeur de symbole. Balayant énergiquement feuilles mortes et papiers gras. Mais aussi les espoirs déçus d'un maire déchu et qui n'a pas encore très bien tout compris. Sans crier «Taratata!», ni même prétendre une seconde que le seul vote pro-animal ait bien pu déstabiliser son Honneur (les chiens aboient, les maires repassent ou... trépassent) cet élément aura sûrement aidé un tantinet à l'éjecter de la mairie de Montréal. Devenue, sous son règne, une vraie ville-poubelle à ciel ouvert (truffée de nids de poules en prime), sur laquelle il trônait avec complaisance.

Sans grande pugnacité dans l'adversité et guignant d'autres emplois non moins prestigieux, Jean Doré vient même de renoncer à siéger au conseil municipal.

Indulgence démagogique

Morale de l'histoire: en matière d'enjeux électoraux, il faut être bien imprudent, léger ou combien hardi pour prendre le risque (si minime soit-il) de se mettre délibérément et gratuitement à dos tant les animaux, leurs propriétaires, que ceux qui y tiennent. A trop vouloir, en effet, se servir cyniquement et iniquement des chiens comme boucs émissaires ou moutons noirs pour régler tous les problèmes de saleté et de salubrité dans les rues de sa ville, le maire Doré s'est sûrement trompé de cible.

Il est déplorable, j'en conviens, que certains propriétaires négligents se rendent coupables de délits de cascas par pitous interposés. Toutefois, il ne fallait quand même pas condamner d'avance ni punir, par un aussi rigoureux règlement municipal, l'immense majorité fort civique des maîtres, ainsi que leurs compagnons privés d'aire de jeux pour s'ébattre librement. Si bien que le règlement anti-chien de l'administration Doré aura semblé disproportionné par rapport à l'indulgence démagogique et électoraliste manifestée par le maire envers les «cochonneurs» à deux pattes. Mais aussi à l'égard de ces cyclistes qui se font éperdre de la route, roulant, par exemple impunément sur les trottoirs ou à contresens.

La rumeur courut, à l'issue du scrutin de dimanche, que le ci-devant maire de Montréal pourrait hériter, en guise d'os doré pour ronger son frein, du poste de Délégué général du Québec à Paris. Information fondée, ou simple galop d'essai fumeux, je me permets ici de suggérer, et par simple souci humanitaire au ministre des Affaires internationales Bernard Landry, de n'en rien faire. A tout péché miséricorde: et en effet, ce serait un bien trop dure punition pour l'ancien maire de Montréal. Un vrai purgatoire! Une démoniaque damnation pour ce pauvre homme (déjà assez accablé, et repentant ou non) que de le déporter dare-dare dans une république où les chiens sont rois.

Édouard Balladur

Paris demeure en effet le paradis des chiens. Et ce qui attendrait le pauvre Jean Doré dès sa descente d'avion (à commencer par l'indulgence des douaniers martiniquais de Roissy pour les certificats de santé canins), on ne le souhaiterait même pas à son pire ennemi cynophile: une véritable armée de cabots de tout poil et en tous lieux. Côté cour: des toutous qui pissent sans complexes sur les murs même de la Délégation rue Pergolèse. Côté jardin, c'est à dire avenue Foch: une meute de chiens lâchés lousses par leurs paisibles promeneurs de maîtres. Ou encore les minuscules roquets pomponnés de ces dames tapinant dans la contre-allée.

Les pitous locaux, le Délégué Doré aurait à les subir dans le plus petit bistrot (à commencer par le ciébard du patron), dans la moindre gargote (touche pas à mon «pit»!), tout comme dans les restaurants les plus huppés de la capitale. Sans parler des taxis qui n'en ont rien, mais vraiment rien, à crêper de vos infortunées allergies canines. Pas plus que de vos états d'âme d'ailleurs.

Des chiens, Jean Doré en côtoierait jusque dans les avenues du pouvoir. Sur les tapis et sous les lambris des somptueux palais de la république. Mais aussi entre les pattes du chef du gouvernement: à l'Hôtel de Matignon, le premier ministre Édouard Balladur vient tout juste de remplacer son défunt setier irlandais par un scottish-terrier tout noir et tout fringant. Autre calamité en perspective: le Délégué général Doré serait bien obligé, en allant présenter ses «lettres de créances», de subir sans broncher les pitous sans laisse du président Mitterrand à l'Élysée (deux labradors et un dynamique bouvier bernois). Quant aux visites incontournables à l'Hôtel de Ville chez son ex-collègue et «ami» de huit ans, Jacques Chirac, il ne pourrait, nationalisme oblige, se dispenser de serrer la patte de Maskou, son compatriote québécois à quatre pattes de race labrador et ambassadeur officiel du Québec à Paris.



Nommé Délégué général du Québec à Paris, Jean Doré vivrait un vrai calvaire canin. Outre les pitous qui y règnent à peu près partout, il devrait affronter, avant même de présenter ses «lettres de créances» à l'Élysée, de nombreux animaux: les chevaux des Gardes républicains, les chiens de la gendarmerie, et surtout les trois chiens du président qui y gambadent sans laisse.

Oui, vraiment Monsieur Parizeau, ex-pédier Jean Doré dans la niche dorée de la rue Pergolèse, au cœur de la république des chiens serait sûrement un acte barbare. Contraire même aux droits de l'homme. Et combien cruel pour un maire qui voulait les mettre au pas, avec médaille au cou, taxe canine, toujours en laisse et guère d'enclos pour s'ébattre... le tout sous peine d'amendes très élevées.

Claude Roquet
En France, bien plus qu'en Angleterre.

re encore, le lobby canin est bien trop puissant pour qu'un «politicien» un peu habile et conséquent s'aventure délibérément sur le sentier toujours hasardeux et cahoteux de la guerre canine.

Quelques exemples: Michel Rocard avait, comme premier ministre, refusé un temps un labrador québécois. Mal lui en prit: par une curieuse malédiction canine, il se retrouve aujourd'hui virtuellement exclu de la course à la présidence.

François Mitterrand lorsqu'il perdit, vers la fin de son premier septennat,

son labrador (décédé d'un cancer à l'École vétérinaire d'Alfort) vint personnellement dire un dernier et très touchant adieu à son vieux compagnon. Superstition ou amour profond pour cette race, quelques jours plus tard un chiot labrador gambadait dans les jardins élyséens. Et il serait inconcevable d'imaginer même aujourd'hui une promenade de santé présidentielle dans la bergerie de Latche (Landes) ou sur la mystique Roche de Solutré une jour de Pentecôte sans ses fidèles labradors.

L'importance électorale du chien, de l'autre bord de l'Atlantique, y est telle d'ailleurs que, lors de l'ultime débat télévisé Chirac-Mitterrand des dernières présidentielles, il fut même question, plusieurs minutes durant, de la condition canine exagonale...

Quant à la force constabulaire, il existera toujours un certain laxisme de bon aloi, voire une complicité profonde, entre policiers et propriétaires d'animaux en France. Cela s'explique par le fait que les différents corps policiers français emploient un nombre impressionnant de chiens comme limiers ou gardiens. Aussi bien pour patrouiller dans le métro, dans les cimetières, que dans de grands parcs comme le Bois de Boulogne. Gendarmes, gardes mobiles, policiers municipaux, douaniers, gardes républicains, C.R.S.... utilisent de nombreuses équipes cynophiles. Le plus souvent les maîtres-chiens gardent leur coéquipier à quatre pattes à la maison en dehors des heures de service.

Il me revient donc à la mémoire ce convivial déjeuner champêtre dans un des pavillons de gardien du Bois de Boulogne. Plus précisément, chez le chef Rolland Bergeron de la police municipale et sous l'œil vigilant de son berger allemand et de bien d'autres collègues canins. Le souvenir aussi de rencontres anachroniques, mais sans animosité aucune, presque amicales puisqu'en terrain neutre: ces «dames» du bois (entre deux clients) accompagnées de leur toutou côtoyant les hommes super sympas (sous un air burlesque) de la Préfecture de police avec leurs massifs bergers allemands. Là, dans la clinique vétérinaire du Dr de Wailly à Boulogne-Billancourt, s'installait entre ces deux faunes les plus extrêmes du bois (à deux comme à quatre pattes), et pour quelques instants, un modus vivendi de bon aloi.

C'est pourquoi Jean Doré, à moins que la Ville lumière s'avère être une étape décisive et thérapeutique sur son chemin de Damas canin, souffrirait le martyre comme Délégué général du Québec à Paris. Reconduit dans ses fonctions, l'actuel titulaire du poste, au nom tout prédestiné de Claude Roquet (sic), possède davantage de tact et de psychologie canine pour s'adapter aux 10 millions (et plus!) de cabots français!